



LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I



LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE



© Filippo Monteforte / AFP

AVENIR CLIMATIQUE

COP 29

PAGE 4

GUERRE EN

UKRAINE

PAGE 15

MANDATS D'ARRÊT DE LA

CPI

PAGE 44

NUMÉRO 26 • DÉCEMBRE 2024

L'Édito



LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI 2024-2025

Chers lecteurs, chères lectrices,

Au nom des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master de Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales, elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, écologiques, sécuritaires ou culturels. Nouvelles routes de la soie en Asie, conflits au Moyen-Orient, transition énergétique en Europe ou encore trafic de drogue en Amérique Latine, nous souhaitons vous proposer un véritable tour d'horizon mondial des grands enjeux de notre époque.

Dans ce 26e numéro, nous revenons en premier lieu sur deux événements cruciaux pour l'avenir climatique ayant marqué l'actualité récente : la Cop 29 à Bakou et la conférence internationale de Busan sur le plastique. Par la suite, nous avons choisi de consacrer notre dossier à la guerre en Ukraine. Engagement de troupes nord-coréennes, conséquences du retour de Donald Trump à la maison blanche, emploi de contractuels étrangers, nous proposons un large aperçu des nouveaux enjeux géopolitiques de ce conflit. Ce dossier s'enrichit également de deux articles thématiques venant alimenter la réflexion sur ce sujet. Le premier analyse les répercussions du conflit sur la sécurité alimentaire mondiale, et le second porte sur l'utilisation des lance-missiles Javelin. Enfin, les deux derniers articles abordent les limites des mandats d'arrêt émis par la CPI à l'encontre de Poutine et de Netanyahu, et la montée de l'extrême droite en Europe.

Nous souhaitons rappeler que les opinions émises dans ces articles n'engagent en rien la responsabilité de l'Université Catholique de Lille (UCL) et de l'AMRI. Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets.

Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

Rédacteurs en chef
MARIN GUILLON VERNE & ROBIN YAHY

S O M M A I R E

4 COP 29 À BAKOU : ENTRE AVANCÉES ET DÉFIS POUR L'AVENIR CLIMATIQUE

Léone Ayongo

9 RELATIONS INTERNATIONALES ET PLASTIQUE : RETOUR SUR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE BUSAN

Grégoire Marconnet

15 **DOSSIER : GUERRE EN UKRAINE**

Ilona Vandaele, Ulysse Cordier, Mathilde Arrouart, Aboubacar Konate

33 BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

37 L'UKRAINE, GRENIER À BLÉ EN PÉRIL : ANALYSE DES RÉPERCUSSIONS DU CONFLIT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Camille Beetschen

41 LE LANCE-MISSILES JAVELIN : OUTIL DE GUERRE PAR PROCURATION

Benjamin Iliou

44 FACE AUX AGISSEMENTS DE NETANYAHU ET POUTINE, LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE EST CONFRONTÉE À SES LIMITES

Matisse Dormoy

49 L'EUROPE FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'EXTRÊME DROITE

Jasmine Djennane

53 REMERCIEMENTS

COP 29 À BAKOU : ENTRE AVANCÉES ET DÉFIS POUR L'AVENIR CLIMATIQUE

RÉDIGÉ PAR LÉONE AYONGO



Image n°1 : Photo des dirigeants présents à la 29e Conférence des parties sur le climat (COP 29), à Bakou en Azerbaïdjan, le 12 novembre 2024. © Euronews

UN CONTEXTE CLIMATIQUE MARQUÉ PAR LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Le rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) annonce que l'année 2024 est désormais la plus chaude jamais enregistrée, avec un réchauffement ayant franchi pour la première fois la barre de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle (Garric, 2024). L'OMM a d'ailleurs lancé « l'alerte maximale face au rythme effréné du changement climatique » (*World Meteorological Organization*, 2024). Cette année a été témoin de nombreuses catastrophes majeures, telles que les inondations à Valence et les ouragans en Floride. Les pays les moins développés sont les premiers à subir les conséquences de ce réchauffement. Le changement climatique menace non seulement d'accélérer la dégradation de l'environnement, mais aussi de ralentir, voire d'inverser, les progrès réalisés pour éradiquer la pauvreté.

Selon la Banque mondiale, d'ici 2030, les impacts climatiques pourraient plonger 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté (Hallegatte, 2016). D'ici 2050, 143 millions de personnes pourraient devenir des migrants climatiques dans trois régions particulièrement vulnérables : l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Amérique latine. En outre, les pays en développement auraient besoin de plus de 400 milliards de dollars par an pour se reconstruire après des catastrophes climatiques (Feindouno, 2023). La menace est d'autant plus grande pour les petits États insulaires, comme les Maldives, qui risquent de disparaître sous l'effet de la montée des océans. À l'inverse, ces régions vulnérables contribuent très faiblement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre responsables du réchauffement de la planète. Selon le *Global Carbon Project* (2019), l'Afrique ne représente que 4 % des émissions mondiales de carbone, tandis que les pays du G20 en génèrent 80 %. Face à la dégradation de l'environnement global, les conférences des Nations Unies sur le climat, ou COP, ont été instaurées pour répondre collectivement à la crise climatique.

En 2024, la COP 29 se tient dans un contexte marqué par une élévation des températures mondiales, une perte rapide de biodiversité et des impacts dramatiques liés aux catastrophes naturelles. Elle s'est déroulée du 11 au 24 novembre 2024 à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan.

LES DÉCISIONS PRINCIPALES DE LA COP 29

La COP 29 a principalement été consacrée à définir les modalités de financement de la lutte contre le changement climatique, en particulier pour aider les pays les moins avancés à financer leur transition verte (Jourde, 2024). Une des décisions majeures de cette conférence est l'engagement des pays historiquement responsables du changement climatique – l'Union européenne, les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande – à verser au moins 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 aux pays en développement (COP 29 web, 2024). Ce montant triple la somme initialement convenue lors de la COP 15, qui prévoit 100 milliards de dollars par an entre 2020 et 2025. Les financements devraient provenir des fonds publics, des investissements privés, ainsi que de sources alternatives, comme d'éventuelles taxes mondiales, bien que ces dernières restent à définir. Par ailleurs, les financements climatiques des pays non développés accordés via des banques multilatérales de développement pourront être comptabilisés dans cet objectif des 300 milliards.

La COP 29 a également adopté les règles du nouveau mécanisme mondial de marché du carbone sous l'égide de l'ONU, négocié depuis une dizaine d'années. Désormais, les États et les entreprises pourront compenser leurs émissions de gaz à effet de serre en achetant des crédits carbone.

DES ACCORDS IMPORTANTS MAIS JUGÉS INSUFFISANTS PAR LES PAYS DU NORD ET DU SUD

Cependant, de nombreux pays en développement, particulièrement les plus vulnérables au changement climatique, jugent le montant des financements alloués lors de la COP 29 insuffisant.

Les objectifs fixés à cette conférence sont, en effet, deux fois inférieurs à ceux réclamés par ces pays, qui exigeaient 1 000 milliards de dollars par an, et l'effort proposé reste très limité si l'on prend en compte l'inflation. Les ONG environnementales ont d'ailleurs critiqué cette décision (*France Info*, 2024). Les pays en développement réclament un financement beaucoup plus conséquent, notamment pour investir dans des énergies bas carbone comme l'énergie solaire ou hydraulique. De plus, les fonds promis par les pays occidentaux sont partiellement constitués de prêts, ce qui a suscité de nombreuses critiques. Pour plusieurs pays du Sud, il semble difficile de s'endetter dans la lutte contre le changement climatique, alors qu'ils considèrent que leur responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre est minime (Sidwaya, 2024).

Pour exprimer leur mécontentement, certains des pays les plus vulnérables ont quitté les négociations « avec fracas » (*Libération*, 2024), protestant ainsi contre l'accord proposé. De leur côté, les pays occidentaux insistent sur le fait qu'ils doivent s'assurer que les fonds qu'ils versent aux pays en développement soient utilisés de manière transparente pour la transition énergétique, ce qui implique un contrôle plus strict.

Les pays du Nord ont également fait face à des divergences internes. L'Union européenne en particulier, a cherché à inclure d'autres puissances économiques dans la liste des pays contributeurs, comme la Chine, Singapour, la Corée du Sud, ou certains États du Golfe, en raison de leurs émissions substantielles de gaz à effet de serre. Toutefois, ces pays ont refusé d'être intégrés à ce groupe, se limitant à une participation volontaire, en arguant qu'ils n'avaient pas contribué historiquement au réchauffement climatique.

En outre, la question de la sortie des énergies fossiles n'a pas été abordée dans cet accord, alors qu'elle avait été un point clé de la COP 28 à Dubaï. Le texte censé renforcer les engagements de cette COP 28 n'a pas été adopté à la clôture de la COP 29, ce qui illustre l'influence des pays producteurs de pétrole, comme l'Arabie saoudite. Ce dernier a œuvré pour écarter toute référence explicite aux engagements de la COP 28, soutenu dans cette démarche par les 1 700 lobbyistes des énergies fossiles présents à Bakou (*The Guardian*, 2024).

De plus, la conférence s'est tenue en Azerbaïdjan, un pays producteur et économiquement dépendant des hydrocarbures. Le document final de la COP 29 indique d'ailleurs que « les combustibles de transition peuvent jouer un rôle pour faciliter la transition énergétique tout en assurant la sécurité énergétique » (*Connaissances des Énergies*, 2024). Enfin, aucun programme de travail pour une transition énergétique juste n'a été abordé.

UNE CONFÉRENCE LIMITÉE PAR LES ENJEUX INTERNATIONAUX CONTEMPORAINS

Les actions et les discours lors de la COP 29 ont été limités par un contexte international (et national) tendu. Les autorités azerbaïdjanaises ont d'abord interdit les manifestations, en arguant que l'espace était trop restreint et qu'une marche perturberait les négociations en cours. Traditionnellement, des manifestations sont organisées lors des COP pour faire pression sur les États et souligner les revendications sociales et environnementales. Face à cette interdiction, la société civile a organisé une « chaîne humaine géante tout au long du hall de la COP » (*RFI*, 2024) pour manifester son mécontentement.

La COP 29 semble avoir trouvé moins d'écho à l'international que les éditions précédentes. De nombreux dirigeants ne se sont pas rendus à la conférence, notamment Emmanuel Macron, Ursula von der Leyen, Xi Jinping, Narendra Modi et Joe Biden. Cette absence de poids politiques est révélatrice d'un contexte marqué par des tensions géopolitiques croissantes. Ainsi, la COP et ses décisions ne figurent pas toujours parmi les priorités de tous les États.

Par ailleurs, cette COP 29 a révélé une profonde division géopolitique entre les pays du Nord et du Sud, ce qui a bloqué le processus de négociation. Si les pays pauvres jugent les objectifs climatiques des pays développés insuffisants, les pays du Nord estiment, quant à eux, que les pays du Sud ne font pas suffisamment d'efforts pour limiter leurs émissions. Les tensions autour des énergies fossiles ont également fragilisé les négociations. La transition énergétique est en effet au cœur de la bataille d'influence des pays producteurs de pétrole, qui tentent de préserver leurs intérêts économiques.

Cette situation souligne à quel point la lutte contre le changement climatique peut être conflictuelle, car elle remet en cause les modèles économiques de certains pays tout en servant les intérêts d'autres.

QUEL AVENIR POUR LES COP ?

La COP 30 se tiendra au Brésil en 2025, et plusieurs pays ont promis de renforcer leur engagement dans la transition énergétique et la réduction de leurs émissions, tels que le Royaume-Uni et le Brésil. La prochaine COP pourrait marquer un tournant en adoptant une feuille de route plus ambitieuse pour les pays en développement, afin qu'ils bénéficient davantage de dons plutôt que de prêts, puisque 69 % de la finance climatique actuelle est constituée de prêts.

Cependant, l'avenir des COP semble incertain. L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2024 a ravivé les inquiétudes concernant l'engagement des États-Unis dans la lutte climatique. Le futur président a promis de retirer son pays de l'Accord de Paris et, contrairement à 2016, il bénéficie désormais d'une majorité républicaine au Sénat, ce qui pourrait permettre un retrait complet des États-Unis de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) (Delate, 2024). De nombreux activistes climatiques estiment que la Chine pourrait jouer un rôle de leader international dans la transition énergétique, en raison de ses investissements massifs dans les technologies propres, comme les véhicules électriques. Ces affirmations peuvent être nuancées, car la Chine doit d'abord faire face à plusieurs défis économiques et énergétiques internes, en collaboration avec ses partenaires, ce qui ne conduit pas nécessairement à un engagement radical pour limiter ses émissions à court terme.

Malgré les déceptions liées aux résultats des COP, dont celle de 2024, les conférences demeurent le seul espace où le climat occupe une place centrale et où les gouvernements du monde entier continuent de dialoguer. Dans les faits, les politiques mises en place par les COP ont des effets perceptibles sur les émissions de gaz à effet de serre, se traduisant en plusieurs milliards de tonnes d'équivalent CO2 évitées chaque année.

Si les émissions de gaz à effet de serre ont continué d'augmenter fortement au cours de la dernière décennie, elles évoluent moins vite que lors de la décennie 2000-2010.

Cependant, le processus d'action pour le climat reste complexe, et les accords conclus manquent souvent de mesures contraignantes, en raison de la diversité des intérêts nationaux (Ambert, 2023). Ainsi, les appels à une réforme des COP se multiplient, afin de garantir une meilleure représentation et une responsabilité partagée entre les pays du Nord et du Sud.

En définitive, les COP restent l'un des rares espaces de dialogue multilatéral sur le climat, malgré des résultats jugés insuffisants face à l'urgence de la crise climatique. Dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu, leur défi sera d'apporter des mesures concrètes et consensuelles afin de lutter efficacement contre le changement climatique.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques :

Feindouno Sosso, (2022), En quoi les pays africains sont-ils structurellement vulnérables au changement climatique ?, *Cairn*

<https://shs.cairn.info/revue-d-economie-du-developpement-2022-4-page-19?lang=fr>

Institut Montaigne, (12 nov 2024) "COP 29 : Trump, Chine, financement et illusions"

<https://www.institutmontaigne.org/expressions/cop29-trump-chine-financement-et-illusions>

Mathilde Jourde, (28 novembre 2024), COP 29 à Bakou : quel bilan ?, *IRIS*

<https://www.iris-france.org/190508-cop29-a-bakou-quel-bilan/>

Articles de presse :

France 24, (24 nov 2024), *COP 29 : un accord trouvé "dans la douleur" et un résultat "pas à la hauteur des enjeux"*

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20241123-climat-les-pays-pauvres-se-r%C3%A9signent-%C3%A0-un-accord-financier-d%C3%A9cevant>

France Info, (24 nov 2024), "COP29 : on vous résume ce que contient l'accord signé à Bakou"

https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/cop/cop29-on-vous-resume-ce-que-contient-l-accord-signé-a-bakou_6916475.html

Garric Audrey, (11 nov 2024), *Climat : 2024, année la plus chaude, va dépasser pour la première fois 1,5 °C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle*, *Le Monde*

https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/11/11/climat-2024-annee-la-plus-chaude-va-depasser-pour-la-premiere-fois-1-5-c-de-rechauffement-par-rapport-a-l-ere-preindustrielle_6387740_3244.html

Le Monde & AFP, (31 oct 2024), Climat : la Papouasie-Nouvelle-Guinée refuse de participer à la COP 29, qu'elle qualifie de « perte de temps ». https://www.lemonde.fr/climat/article/2024/10/31/climat-la-papouasie-nouvelle-guinee-refuse-de-participer-a-la-cop29-qu-elle-qualifie-de-perte-de-temps_6368293_1652612.html

Libération & APF, (23 nov 2024), “COP 29 : les pays les plus vulnérables quittent avec fracas une négociation pour tenter de se faire entendre”

https://www.liberation.fr/environnement/climat/cop-29-les-pays-les-plus-vulnerables-quittent-avec-fracas-une-negociation-pour-tenter-de-se-faire-entendre-20241123_WPEVXQACTFEBTJAIOETHJIRHTE/

RFI, (16 nov 2024), COP 29: privés de manifestation, les ONG et militants du climat tiennent un sit-in silencieux

<https://www.rfi.fr/fr/environnement/20241116-cop29-priv%C3%A9s-de-manifestation-les-ong-et-militants-du-climat-tiennent-un-sit-in-silencieux>

Sidwaya JK, (14 déc 2024), “COP 29 : grande déception pour les pays africains”, Quotidien Sidwaya

<https://www.sidwaya.info/carrefour/2024/12/14/cop-29-grande-deception-pour-les-pays-africains/>

The Guardian, (15 nov 2024), “Over 1,700 coal, oil and gas lobbyists granted access to Cop29”

<https://www.theguardian.com/environment/2024/nov/15/coal-oil-and-gas-lobbyists-granted-access-to-cop29-says-report>

Sitographie :

Ambert Valentine, (19 déc 2023), Les COP servent-elles encore à quelque chose ?, Youmatter

<https://youmatter.world/fr/categorie-economie-business/cop-servent-elles-encore-a-quelque-chose/>

Connaissance énergétiques, (23 nov 2024), COP 29 : la « transition » hors des énergies fossiles pas explicitement mentionnée dans l'accord de Bakou

<https://www.connaissancedesenergies.org/afp/cop29-la-transition-hors-des-energies-fossiles-pas-explicitement-mentionnee-dans-laccord-de-bakou-241123>

COP 29 Azerbaijan, (24 nov 2024), Breakthrough in Baku delivers \$1.3tn “Baku Finance Goal”

<https://cop29.az/en/media-hub/news/breakthrough-in-baku-delivers-13tn-baku-finance-goal>

World meteorological organization, (11 nov 2024), State of the Climate 2024 Update for COP29

<https://wmo.int/publication-series/state-of-climate-2024-update-cop29>

Vidéographie :

Tubiana Laurence, (24 nov 2024) Retour sur la Cop 29 de Bakou, *France Inter*

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-18-20-un-jour-dans-le-monde/le-18-20-un-jour-dans-le-monde-du-lundi-25-novembre-2024-9633544>

RELATIONS INTERNATIONALES ET PLASTIQUE : RETOUR SUR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE BUSAN

RÉDIGÉ PAR GRÉGOIRE MARCONNET



Image n°2 : De gauche à droite : des militants dans les rues de Busan avant le Sommet, Minwoo Park pour Reuters puis trois photographies de l'INC-5 par l'International Institute for Sustainable Development (IISD) © Reuters

Le premier jour du mois de décembre s'est ouvert sur la fin de la Cinquième Session du Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution par les plastiques de l'ONU à Busan, en Corée du Sud. Les délégués de 170 pays se sont réunis depuis le 25 novembre pour limiter le fléau de la pollution plastique, véritable addiction internationale depuis 75 ans. Les négociations pour un traité contraignant et efficace sont en cours depuis 2022, et chaque pays présent défend ses intérêts économiques et environnementaux, amenant parfois à une paralysie des coopérations internationales.

Voyons quels ont été les moments forts de la conférence internationale (INC-5) et les nombreux défis qui s'y sont posés pour introduire l'ampleur de l'enjeu plastique et ses perspectives.

LE PLASTIQUE DANS NOS VIES : QUELQUES CHIFFRES

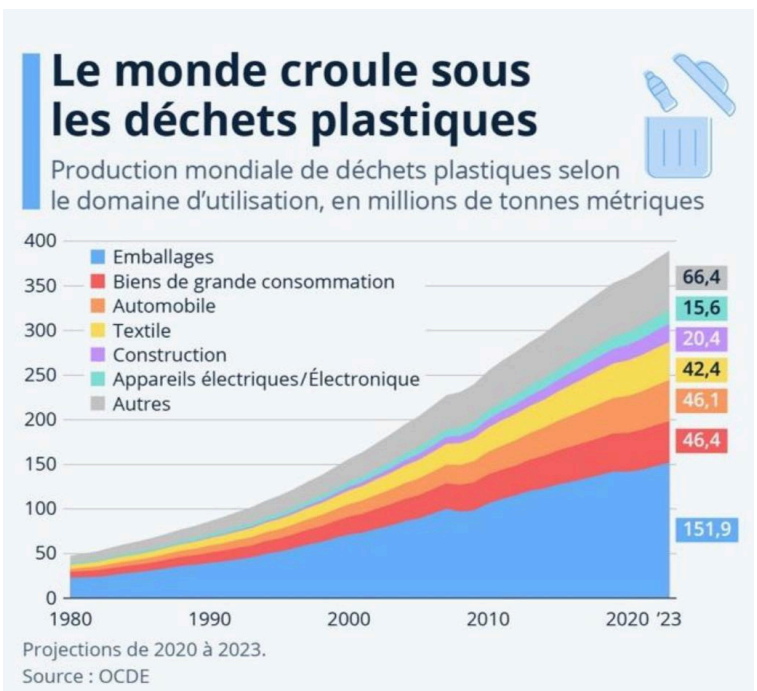


Image n°3 : "Gestion des déchets : le monde croule sous le plastique", mai 2023 © Statista

Le plastique est omniprésent dans nos sociétés, que ce soit dans les vêtements, nos meubles, cartes de crédits ou tout simplement les emballages de nos courses hebdomadaires et quotidiennes. Effectivement, les emballages représentent la plus grosse partie de l'utilisation du plastique dans le monde depuis la période de l'après seconde guerre mondiale.

La Chine est le premier demandeur de ce matériau, représentant à elle seule 30 % de la production globale. En seulement dix ans, le pays a triplé ses volumes de production, dépassant ainsi les anciens meneurs que sont l'Amérique du Nord et l'Europe, toujours sur le podium (*Le dessous des cartes*, 2024). Toutefois, d'autres nombreux pays sont à la fois producteurs et pollueurs, tant dans leur industrie que dans la gestion des déchets. Avec la prise de conscience croissante des dangers pour la santé humaine et grâce à de nombreuses études scientifiques (*Human Consumption of Microplastics*, Cox, 2019), des sommets internationaux se tiennent depuis quelques années pour tenter de freiner l'impact considérable de ce polymère.

BUSAN ET L'EXERCICE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le premier jour de la conférence internationale a clairement affiché la trajectoire des négociations et des clivages internationaux. Tandis que certains pays tels que le Rwanda, l'Alliance des Petits États Insulaires, Vanuatu, le Royaume-Uni, la Norvège et le Vietnam se sont mis au travail très rapidement, d'autres ont préparé l'atrophie. Constituant des « groupes de contact », chaque acteur se devait de négocier pour parvenir à trouver un terrain d'entente. La Somalie, le Chili et la Corée ont insisté sur le cycle de vie entier du plastique à prendre en compte. Pendant ce temps, l'Arabie saoudite retardait le début des négociations.

Le lendemain, le commerce des déchets et des futures taxes sur les producteurs de polymères ont été évoqués. Les droits des peuples autochtones, de la biodiversité et des écosystèmes concernés ont également été mis en avant. Des voix se sont élevées pour demander aux pays riches d'arrêter l'exportation des déchets vers les pays en développement tel que l'Indonésie.



Image n°4 : Juliet Kabera, pour le Rwanda, le 25 novembre 2024,
© IISD Earth Negotiations Bulletin

En parallèle, de nombreux délégués ont entravé les avancées sur la santé humaine, la réduction de production du plastique en se focalisant sur la fin du cycle de vie du matériau. Par exemple, il était reproché à la République de Corée de ne pas avoir mis en place les infrastructures nécessaires et agréables pour accueillir tous les acteurs et des négociations de haut niveau.

Une accélération s'est produite le troisième jour. Une disposition visant à réduire les niveaux de production de 40 % d'ici 2040, posée par les îles Cook a redonné de l'espoir. Une majorité de pays se sont prononcés en faveur de ces réductions et seuls quelques pays s'y sont opposés. Plus de 100 pays soutiennent un mécanisme financier d'aide aux pays en développement pour la gestion des déchets.

Les avancées se font sous les regards épiques de 220 lobbyistes d'énergies fossiles. Le Groupe Arabe et la fédération de Russie ont continuellement entravé les avancées pour un traité final contraignant à J-3. Panama et Tuvalu ont rappelé héroïquement l'importance des enjeux globaux actuels pour les générations futures en laissant la parole aux représentants autochtones.



Image n°5 : Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE et
Luis Vayas Valdivieso, Président de l'INC-5, © IISD Earth
Negotiations Bulletin

Les quatrième et cinquième jours ont été marqués positivement par la proposition du Rwanda et du Panama de parvenir à un objectif mondial de réduction de la production, soutenu par 100 pays. L'Union Européenne, la France et d'autres pays comme la Micronésie et la Hongrie se sont montrés prêts à faire des efforts considérables dans leur rapport au plastique. Ces cinq jours d'effervescence intellectuelle internationale ont mené à une feuille de route bien définie qui servira pour la prochaine et dernière rencontre globale pour l'établissement d'un traité. Le contenu du jour 6 et du texte final seront évoqués en fin d'article.

« L'ÈRE DU PLASTIQUE », UNE POLLUTION GLOBALE OMNIPRÉSENTE

« Aujourd'hui, on vit à l'ère du plastique plus qu'à l'air numérique » (Rosalie Mann, présidente de *No More plastic foundation*).

En l'espace de vingt années, les déchets annuels plastiques ont doublé, atteignant près de 350 millions de tonnes aujourd'hui. À l'échelle mondiale, seuls 9 % sont recyclés, 69 % sont incinérés ou enterrés, tandis que 22 % se retrouvent dans la nature ou décharges à ciel ouvert (Gaudiot, 2023). La planète sert de poubelle avec plus de 9,2 milliards de tonnes dispersées dans la nature.

460 millions de tonnes de plastique sont produites par an, dont la moitié proviennent d'emballages. Exemple phare : le sac plastique apparu dans les années soixante. Il incarne l'essor de la grande distribution et le règne de l'usage unique. Chaque année, 5 000 milliards de ces sacs sont consommés dans le monde et seule une petite partie est recyclée (*France culture*, 2019).

Près de 250 kilos de déchets plastiques sont déversés chaque seconde dans les océans. Ces derniers sont ingurgités par la faune et la flore marine, et les espèces qui s'en nourrissent, tels que les oiseaux et finalement les humains, au sommet de la chaîne alimentaire.

Selon le journal *Reporterre*, en 2023, « toutes les espèces aquatiques des embouchures des rivières se déversant dans la Méditerranée et l'océan Atlantique sont contaminées par des microplastiques » (*Reporterre*, 2023).



Image n°6 : Un homme transporte un sac de bouteilles destinées à être vendues pour être recyclées après les avoir pesées dans la décharge du bidonville de D'angora à Nairobi, au Kenya, le 5 décembre 2018 © Ben Curtis, RFI

La ligue de protection des oiseaux (LPO) quant à elle, indique que 90% des oiseaux marins ont du plastique dans l'estomac, dont 800 espèces marines et côtières affectées. Enfin les scientifiques de WWF indiquent dès 2019 et 2021 que les taux de plastique que nous ingérons en moyenne varient entre 0,1 et 5 grammes par semaine.

QUELLES TRAJECTOIRES POUR LA PLANÈTE ET SES HABITANTS ?

Le texte final de l'INC-5 est comparable à celui de la COP 29 de Bakou, peu efficace. En effet, la retranscription des accords par le président de la commission Luis Vayas Valdivieso s'est montrée très faible et peu contraignante.

Bien que de nombreux pays, dont la France, (représentée par la ministre déléguée à l'énergie Olga Givernet), sont prêts à faire des efforts sur l'ensemble des enjeux (pollution, déchets, santé, production), d'autres pressions ralentissent les efforts. Des puissances comme l'Inde, la Chine, la Russie, ou même les États-Unis se sont montrés hostiles au progrès. Le pays de l'oncle Sam a déçu la communauté internationale en refusant de rejoindre les pays déterminés à améliorer la situation. L'INC-5 aura été peu transparente et déloyale vis-à-vis d'une partie d'acteurs et observateurs.

Selon le mouvement *#BreakFreeFromPlastic* : « c'est la première fois qu'un document présenté par la présidence inclut clairement et explicitement un objectif mondial visant à réduire la production de polymères plastiques primaires à des niveaux durables ».



Image n°7 : Olga Givernet, ministre déléguée chargée de l'Énergie représentant la France à l'INC-5. © IISD Earth Negotiations Bulletin

Deux dernières sessions prévoient l'aboutissement de quatre années de travail initiées à Nairobi au Kenya. La prochaine session sera un travail intersessionnel et se tiendra en Thaïlande à Bangkok du 24 au 28 août 2025. La dernière conférence pour l'adoption et la signature d'un nouvel instrument se fera à la mi-2025.

D'après l'OCDE en 2022, d'ici 2060, la production mondiale triplera, dont un doublement pour les pays de l'OCDE en raison de la croissance démographique et économique. Les croissances les plus fortes se situeront en Afrique subsaharienne et en Asie, les deux continents comptant le plus d'économies émergentes.

Autre exemple, en 2050, le pétrole sera plus utilisé pour produire du plastique que pour se déplacer (Agence Internationale de l'Énergie, 2017). Malgré cet avenir inquiétant, des politiques publiques vertueuses sont envisagées.

L'Union Européenne adoptait fin octobre un règlement « pour que tous les emballages de l'Union européenne soient considérés comme recyclables » contre la pression écrasante des lobbies.

Greenpeace et de nombreuses ONG de défense de l'environnement étaient bien présentes à Busan et se sont faites remarquer. Un grand nombre de militants ont rappelé l'impact sanitaire des microplastiques sur le corps humain et sur la faune et la flore. La société civile se mobilise de plus en plus, en corrélation d'avis des scientifiques sur la question.



Image n°8 : Des militants Greenpeace ont tendu un drapeau gigantesque à Busan. #WeAreWatching Flag at INC-5 in Busan (All Photos & Videos). © Greenpeace

Tout n'est pas perdu. La majorité des pays ressortent confiants quant aux progrès faits à Busan. L'objectif d'un traité fort est en vue, et beaucoup de pays touchés ne se laisseront pas faire. Quoiqu'en disent certains pays qui auraient besoin du plastique pour développer leurs économies émergentes, il reste et restera toujours un danger pour le monde entier.

OBSTACLES ET ESPOIRS POUR L'AVENIR

Les pays émergents sont de plus en plus gourmands en polymère, comme l'Arabie Saoudite dans le Golfe Persique. Ce pays fort de son industrie pétrochimique, alimente le marché asiatique en plein essor dans un contexte économique et politique bilatéral positif avec la Chine.

Les compagnies pétrolières Saudi Aramco et Total Énergies ont récemment construit, la plus grande centrale destinée à fabriquer les matières plastiques issues du pétrole et du gaz, qui entrera en fonction dès 2027.



Image n°9 : D'aramco et TotalEnergies attribuent les contrats d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction du projet Amiral, en Arabie Saoudite, le 24 juin 2023 © Hyundai E1C Newsroom

Le paradoxe est puissant, parmi les sept entreprises de construction du projet, la sud-coréenne Hyundai et l'italienne Maire Tecnimont sont présentes ici tout comme les délégués nationaux à la Conférence de Busan.

En Inde, pays s'étant montré hostile en Corée du Sud, des chercheurs s'adonnent à la fabrication de matières alternatives au plastique. La compagnie Zerocircle créée par l'ancienne employée Google Neha Jain, a conçu des emballages constituées d'algues marines cultivées localement dans le sud du pays. Quand la majorité du plastique produit résulte d'emballages pouvant être facilement remplacés, ces nouvelles avancées techniques redonnent une lueur d'espoir pour notre futur.



Image n°10 : Neha Jain présente son matériau alternatif au plastique dans son laboratoire, le 14 novembre 2024 © FranceInfo

BIBLIOGRAPHIE

Rapports :

OCDE L'ESSENTIEL. (2022) Perspectives mondiales des plastiques : scénarios d'action à l'horizon 2060. OCDE <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-39755-Perspectives-mondiales-plastiques-Scenarios-action-2060.pdf>

POPLite. (2024). Daily summary of the fifth round of #PlasticsTreaty Negotiations (INC-5) in Busan, South Korea. Break free from plastic <https://www.breakfreefromplastic.org/poplite/>

Articles de presse :

Afp, Le Figaro. (2023, juin 24). Aramco et TotalEnergies lancent la construction d'un méga projet pétrochimique en Arabie saoudite. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/aramco-et-totalenergies-lancent-la-construction-d-un-mega-projet-petrochimique-en-arabie-saoudite-20230624>

Et si les algues étaient le plastique de demain ? (2024, 14 novembre). Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/biodiversite/et-si-les-algues-etaient-le-plastique-de-demain_6897545.html

Gaudiaut, T. (10 janvier 2020). 70 ans d'industrie plastique. Statista Daily Data. <https://fr.statista.com/infographie/30037/evolution-production-mondiale-de-dechets-plastiques-selon-type-domaine-utilisation/>

Gaudiaut, T. (2023, 22 mai). Gestion des déchets : le monde croule sous le plastique. Statista Daily Data. <https://fr.statista.com/infographie/30037/evolution-production-mondiale-de-dechets-plastiques-selon-type-domaine-utilisation/>

Geneva Environment Network. (2 décembre 2024). Road to Busan | Plastic Pollution INC-5.
https://www.genevaenvironmentnetwork.org/resources/updates/road-to-plastics-inc-5/#scroll-nav__2

Highlights and images for 27 November 2024. (2024, décembre). IISD Earth Negotiations Bulletin.
<https://enb.iisd.org/plastic-pollution-marine-environment-negotiating-committee-inc5-27nov24>

Les lobbys ont perdu leur “ bataille acharnée ” contre les emballages recyclables au Parlement. (2023, 24 octobre).
Courrier International. <https://www.courrierinternational.com/article/europe-les-lobbys-ont-perdu-leur-bataille-acharnee-contre-les-emballages-recyclables-au-parlement>

Les négociations internationales pour réduire la pollution plastique ont échoué. (2024, décembre 2). Courrier International.
https://www.courrierinternational.com/article/environnement-les-negociations-internationales-pour-reduire-la-pollution-plastique-ont-echoue_225174

Ligue pour la Protection des Oiseaux. (2024, 4 juin). Réduire le plastique, c'est protéger l'océan. <https://www.lpo.fr/qui-sommes-nous/toutes-nos-actualites/articles/actus-2023/reduire-le-plastique-c-est-protoger-l-ocean#:~:text=Environ%20250%20kilos%20de%20d%C3%A9chets,au%20large%20entre%20deux%20eaux>

Reporter, G. S. (2024, 1 décembre). International talks on curbing plastic pollution fail to reach agreement. The Guardian.
<https://www.theguardian.com>

Reporterre. (2023, 16 novembre). Mollusques, poissons. . . Tous contaminés par des microplastiques. Reporterre, le Média de L'écologie - Indépendant et En Accès Libre. <https://reporterre.net/Du-microplastique-dans-les-poissons-et-les-embouchures-de-fleuves#:~:text=L'%C3%A9tude%20r%C3%A9v%C3%A8le%20que%2085,ont%20%C3%A9t%C3%A9%20touch%C3%A9s%20%C3%A0%2075%20%25>

Sprint final des négociations sur un traité mondial contre la pollution plastique. (2024, 25 novembre). Courrier International.
[courrierinternational.com/article/environnement-sprint-final-des-negociations-sur-un-traite-mondial-contre-la-pollution-plastique_224915](https://www.courrierinternational.com/article/environnement-sprint-final-des-negociations-sur-un-traite-mondial-contre-la-pollution-plastique_224915)

Vidéographie :

Le Dessous des Cartes - ARTE. (2024, novembre 26). Plastique : une addiction mondiale | L'Essentiel du Dessous des Cartes | ARTE [vidéo].
Youtube <https://www.youtube.com/watch?v=H3OYWIBF30I>

DOSSIER

GUERRE EN UKRAINE

SOMMAIRE

16 INTRODUCTION

Ilona Vandaele

17 ENVOI DE SOLDATS NORD-CORÉENS EN RUSSIE : VERS UNE MONDIALISATION DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN ?

Mathilde Arrouart

22 RETOUR DE DONALD TRUMP ET LA GUERRE EN UKRAINE : UN ESPOIR DE PAIX À L'HORIZON ?

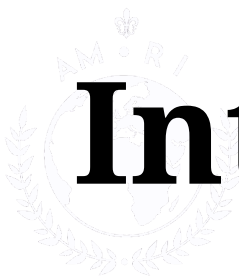
Aboubacar Konate

24 L'EMPLOI DE CONTRACTUELS ÉTRANGERS DANS LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

Ulysse Cordier

28 CONCLUSION

Ilona Vandaele



Introduction

RÉDIGÉE PAR ILONA VANDAELE

Le 21 novembre 2024, un missile hypersonique Orechnik frappe une usine d'armement ukrainienne à Dnipro. Ce missile balistique à moyenne portée est utilisé pour la première fois par la Russie - révélant la présence de ce type d'arme, capable de porter une charge nucléaire, dans l'arsenal russe - et participant à l'escalade du conflit opposant l'Ukraine à la Russie depuis presque trois ans.

Effectivement, en l'espace de quelques semaines, différents événements ont alimenté l'intensification de ce conflit, marqué par l'amplification des contributions étrangères pour soutenir les belligérants. Parmi les plus notables, l'envoi de 10 000 soldats nord-coréens aux côtés des soldats russes sur le front ukrainien et l'accélération du versement d'aides militaires de la part des États-Unis envers l'Ukraine dans un contexte de changement d'administration avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche dès janvier 2025 ; administration qui ne se cache pas de vouloir baisser le soutien apporté à l'Ukraine et de « régler la guerre en Ukraine en 24 heures ». Cette potentielle future inversion de posture des États-Unis rebat dès à présent les cartes sur le champ de bataille ukrainien. Ces nouvelles dynamiques se traduisent notamment par l'intensification des frappes, qu'elles soient d'origine russe ou ukrainienne, afin de maximiser la posture de chacun dans le cadre d'une éventuelle négociation. Néanmoins, dans l'attente de ces négociations, plusieurs centaines de soldats meurent chaque jour dans les deux camps ; obligeant les autorités russes et ukrainiennes à recruter en masse, et notamment à l'étranger.

Pour analyser les dernières évolutions de la guerre en Ukraine, ce dossier aborde les récents changements du conflit à travers trois thématiques : le premier article propose une étude sur le renforcement du partenariat Moscou-Pyongyang et l'envoi de soldats nord-coréens aux côtés des soldats russes sur le front ukrainien ; le deuxième article s'intéresse quant à lui aux conséquences de la réélection de Donald Trump sur la guerre en Ukraine. Enfin, le dernier article propose une étude de l'origine des étrangers qui rejoignent volontairement les rangs aussi bien du côté du russe que du côté ukrainien.

ENVOI DE SOLDATS NORD-CORÉENS EN RUSSIE : VERS UNE MONDIALISATION DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN ?

RÉDIGÉ PAR MATHILDE ARROUART



Image n°11 : Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un (à droite) et le président russe Vladimir Poutine (à gauche) posent après une cérémonie de bienvenue sur la place Kim Il Sung à Pyongyang, le 19 juin 2024. © Gavril GRIGOROV / POOL / AFP

Dans un clip de 28 secondes posté sur X le 18 octobre par le *Center for Strategic Communication and Information Security of Ukraine*, Kiev avance que des troupes nord-coréennes se trouveraient au centre d'entraînement russe de Sergievsky en vue d'être prochainement déployées en Ukraine. Confirmée par le *National Intelligence Service* (NIS), les services secrets sud-coréens, cette information a fait rapidement le tour des médias occidentaux. Le NIS estime que cette force nord-coréenne comprendrait au moins 10 000 soldats, avec un effectif pouvant atteindre jusqu'à 15 000 hommes.

La participation de ce corps expéditionnaire venu de l'Extrême-Orient soulève à la fois la surprise et l'inquiétude. Surprenant, car la Corée du Nord, traditionnellement concentrée sur les enjeux régionaux en Asie, notamment face à la Corée du Sud, au Japon et aux États-Unis, semble s'engager dans un théâtre d'opération bien éloigné de ses préoccupations habituelles.

Inquiétant, car même si le contingent nord-coréen reste limité en effectifs, cette intervention pourrait marquer une étape vers une internationalisation accrue du conflit. Ce dernier, jusqu'ici perçu comme une guerre essentiellement occidentale opposant l'Ukraine, très largement soutenue par l'OTAN, à la Russie. Le conflit risquerait alors de se transformer en une confrontation aux dimensions mondiales, impliquant de nouveaux acteurs et une reconfiguration des équilibres géopolitiques mondiaux.



Image n°12 : Des soldats nord-coréens reçoivent de l'équipement sur le terrain d'entraînement russe à Sergueïevka. © Centre ukrainien de communication stratégique et de sécurité de l'information

L'AXE MOSCOU-PYONGYANG

L'ombre de l'« Axe du mal » resurgit de nouveau sur la scène internationale. Plus de deux décennies après que George W. Bush a désigné la Corée du Nord comme l'un des piliers de cet axe, Pyongyang cherche à renforcer ses liens avec Moscou. La coopération militaire entre la Corée du Nord et la Russie repose sur des bases historiques anciennes, héritées de la Guerre froide. Dès l'occupation japonaise, Kim Il-sung, grand-père du dirigeant actuel Kim Jong-un, avait trouvé refuge en Union soviétique, forgeant alors des liens personnels et politiques avec ce puissant voisin. Après la fondation de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), ces relations se sont traduites par une coopération accrue : la capitale Pyongyang a été largement reconstruite par des architectes soviétiques, et les forces armées nord-coréennes ont été équipées d'armements soviétiques, puis russes (Bret, 2024).

Cette alliance stratégique s'est institutionnalisée avec la signature, en 1961, d'un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre Pyongyang et Moscou. Il jette les bases d'une collaboration militaire durable. Ainsi, l'actuel rapprochement militaire entre les deux pays, dans le contexte de la guerre en Ukraine, s'inscrit dans une continuité historique. Toutefois, à la différence du premier traité de 1961, le nouvel accord de partenariat stratégique global entre la RPDC et la fédération de Russie, signée en juin 2024, marque un tournant. Le quatrième article du traité stipule un soutien mutuel en cas d'invasion du territoire de l'une des parties, en s'appuyant sur les dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

Pour appréhender pleinement cet accord, il est essentiel de le replacer dans le contexte de sa signature. Il représente l'aboutissement d'un rapprochement diplomatique significatif entre les deux pays. Ce rapprochement s'est accéléré après la rencontre en septembre 2023 de Kim Jong-un et Vladimir Poutine qui a conduit à une intensification des livraisons d'armement nord-coréen vers la Russie (Fouquet, 2024). Par ailleurs, au moment de la signature en juin 2024, la Russie n'avait pas encore été confrontée à l'offensive menée par l'armée ukrainienne sur son territoire.

La signature du nouveau traité entre la Russie et la Corée du Nord met en lumière des visions divergentes quant à sa vocation et à sa portée. Fait rare, son contenu a été rendu public dès le lendemain par l'agence de presse nord-coréenne KCNA. Un geste inattendu qui mérite d'être souligné (Park Min-hee, 2024). Cette transparence inhabituelle semble refléter une volonté de Pyongyang de mettre en avant une alliance officielle, axée sur une coopération militaire structurelle. Moscou, en revanche, a adopté une approche plus prudente, insistant sur le caractère défensif de l'accord, conformément à ses conventions diplomatiques. Il favorise une formalisation d'un partenariat stratégique global à vocation générale plutôt qu'une alliance militaire pleinement assumée.

Ce traité dépasse le cadre d'une simple coopération militaire pour englober une collaboration bilatérale dans des domaines stratégiques. Plus particulièrement, il pourrait faciliter l'assistance russe aux programmes nucléaires et spatiaux nord-coréens, en dépit des interdictions imposées par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'article 10 de l'accord stipule en effet que les deux pays « développeront les échanges et la coopération » scientifiques, incluant explicitement les secteurs spatial et nucléaire, renforçant ainsi un partenariat technologique qui pourrait redéfinir leurs relations à long terme. (Haute couverture, 2024).

UNE RUSSIE EN DIFFICULTÉ ?

En août 2024, la guerre en Ukraine franchit une étape majeure avec l'offensive ukrainienne sur le territoire russe. L'attaque de l'oblast de Koursk constitue la plus grande incursion militaire étrangère sur le sol russe depuis l'opération Barbarossa menée par l'Allemagne nazie en 1941. L'objectif stratégique de cette manœuvre était clair : ouvrir un second front afin de disperser les forces russes et d'amplifier la pression sur Moscou.

Face à cette situation critique, la Russie semble avoir invoqué l'article 4 de son nouvel accord signé avec la Corée du Nord, bien que celui-ci n'ait pas encore été ratifié par la Douma. Il prévoit que « si l'une des deux parties est mise en état de guerre par l'invasion armée d'un État ou de plusieurs États, l'autre partie doit fournir sans délai une assistance militaire ».

Cette activation anticipée illustre l'urgence pour Moscou de réagir face à la pression militaire ukrainienne. Après une première phase d'entraînement, les troupes nord-coréennes ont été déployées dans la région de Koursk pour contrer l'offensive ukrainienne, sans pour autant être engagées en territoire ukrainien (Mongrenier, 2024). Ces contingents nord-coréens jouent un rôle clé dans l'effort de guerre russe : ils assurent des fonctions logistiques et défensives, permettant aux troupes russes de se redéployer sur le front du Donbass. Ce soutien est d'autant plus crucial que la Russie fait face à des pertes humaines importantes et à des difficultés de recrutement. Comme l'explique pour l'AFP, Vladimir Tikhonov, spécialiste des questions coréennes à l'université d'Oslo, ces soldats permettent de libérer des forces russes précédemment affectées aux tâches logistiques, offrant ainsi une certaine flexibilité stratégique à Moscou (Nordstrom, 2024).

Cependant, l'impact réel de ces renforts reste limité. Bien que leur nombre puisse atteindre 15 000 soldats, ces troupes nord-coréennes sont inexpérimentées et n'ont jamais combattu dans des conflits majeurs. Leur contribution, bien qu'importante sur le plan tactique, ne semble pas suffisante pour influencer l'issue globale de la guerre.

Ce déploiement pourrait aussi constituer un test pour Moscou. Comme le souligne Lee Dong-gyu de l'Asan Institute for Policy Studies, la Russie semble aussi vouloir évaluer la réaction de l'OTAN et de la communauté internationale à l'implication de nouveaux acteurs dans le conflit.

QUELS AVANTAGES POUR LA CORÉE DU NORD ?

La décision de Kim Jong-un de soutenir la Russie en envoyant des troupes nord-coréennes sur le sol russe peut paraître surprenante au premier abord. Ces enjeux géopolitiques paraissent éloignés des priorités traditionnelles de Pyongyang, centrées sur l'Asie de l'Est. Pourtant, cette intervention, bien qu'audacieuse et risquée, s'inscrit dans une stratégie calculée visant à maximiser les gains du régime nord-coréen tout en consolidant sa position internationale.

L'envoi de troupes à l'étranger comporte des dangers pour Pyongyang. Sur le terrain, ces troupes ont toutes les chances de finir dans le « hachoir à viande » de la guerre en Ukraine. Hugh Griffiths, expert des sanctions nord-coréennes, avertit que ces soldats « ne seront pas bien traités et seront utilisés comme de la chair à canon. Ils réaliseront alors que c'est un aller simple, ce qui va probablement générer des défections et des désertions ». Cette désillusion pourrait être amplifiée par l'exposition à la réalité russe : un niveau de vie légèrement supérieur à celui de la Corée du Nord et un accès à des libertés jusque-là inconnues, telles que les réseaux sociaux et les télécommunications. Cette réalité très éloignée de la propagande officielle remet en cause le fondement de la légitimité de son régime. Ces soldats pourraient, en effet, réaliser que la Corée du Nord n'est pas « l'État invincible » qu'on leur a présenté. (Nordstrom, 2024).

Malgré ces risques, les bénéfices potentiels pour Pyongyang sont immenses. En contrepartie de son soutien militaire, la Corée du Nord bénéficie d'importants avantages économiques, militaires et technologiques.

Sur le plan financier, l'envoi de troupe représente une opportunité lucrative. Selon le NIS, le régime toucherait plus de 90 % du montant des revenus des soldats. Actuellement, les Russes qui signent un contrat avec l'armée reçoivent une prime initiale de 400 000 roubles (3 800 euros) puis une solde mensuelle de 204 000 roubles (1 960 euros). Même si les soldes sont probablement inférieurs à ces montants, les sommes promises à Pyongyang pour ses soldats représenteront une manne financière exceptionnelle pour un État sous sanctions économiques internationales. Pour les soldats, les 200 euros qu'ils pourraient toucher suffisent à inciter beaucoup d'entre eux à se porter volontaires (Daru, 2024).

Sur le plan militaire, la participation de la Corée du Nord offre une opportunité unique à son armée. Elle est l'une des plus grandes au monde avec 1,2 million de soldats en service actif, mais souvent critiquée pour son manque d'expérience sur le terrain. En déployant des troupes en soutien à la Russie, Pyongyang peut tester ses armements et expérimenter ses tactiques militaires dans un conflit moderne à grande échelle, ce qui constitue une occasion rare pour un pays isolé et sous sanctions.

De plus, cette coopération permettrait aux soldats nord-coréens de bénéficier de formations avancées, notamment sur l'utilisation des drones, devenus indispensables dans les guerres contemporaines. En intégrant ces nouvelles technologies et en observant les stratégies russes, la Corée du Nord espère moderniser ses capacités militaires, renforçant ainsi son arsenal et ses compétences pour d'éventuels futurs conflits régionaux.

RECOMPOSITION GÉOSTRATÉGIQUE

Malgré le déni initial du représentant à l'ONU de la Corée du Nord et la tentative russe de faire passer les troupes nord-coréennes pour des soldats bouriates, une ethnie asiatique de Russie, il ne fait aujourd'hui aucun doute que ces soldats nord-coréens se battent dans la région de Koursk.

Par sa décision d'envoyer au moins 10 000 soldats combattre l'Ukraine, le dictateur nord-coréen s'est davantage rapproché de Moscou. Une façon d'anticiper le déclin de l'influence américaine dans le monde. La participation de l'armée nord-coréenne à cette guerre a pour beaucoup été considérée comme un échec du gouvernement de Joe Biden (*Courrier international*, 2024). L'arrivée des troupes nord-coréennes sur le front avait motivé Joe Biden à finalement autoriser l'Ukraine à utiliser des missiles à longue portée américains pour frapper des cibles militaires en Russie. Toutefois, impossible de savoir à l'heure actuelle si Donald Trump reviendra sur la décision de son prédécesseur une fois qu'il sera au pouvoir. À Kiev, le président ukrainien estime qu'avec Trump, il est certain que la guerre se terminera plus tôt.

La Russie avait toutes les raisons de souhaiter le retour de Donald Trump. Durant sa campagne électorale, il avait fait la promesse de mettre fin aux hostilités du conflit en Ukraine en moins de 24 heures s'il était élu. À ce jour, la Russie se trouve en position de force, ce qui pourrait aboutir à la signature d'un armistice sans restitution des territoires occupés à l'Ukraine. Malgré les avancées diplomatiques durant le premier mandat de Trump, la Corée du Nord a bien plus à gagner sur le plan économique, militaire et diplomatique en s'alignant sur les positions de la Chine et de la Russie qu'en se rapprochant des États-Unis...

...qui ne lui offrent que très peu d'assurance. Toutefois, la rapide militarisation du partenariat entre la Russie et la Corée du Nord place la Chine dans une position délicate. Pékin perçoit avec inquiétude le repositionnement de la puissance russe en Asie de l'Est. Le déploiement par Pyongyang de milliers de soldats sur les lignes russes met à rude épreuve la capacité de la Chine à maintenir son influence sur son voisin doté de l'arme nucléaire. Pour Pékin, ce partenariat soulève des risques majeurs. Liée à la Corée du Nord par un traité signé en 1961, la Chine est tenue de défendre Pyongyang en cas d'attaque, non seulement par des troupes, mais aussi par « tous les moyens nécessaires » (Ferreira, 2024). Avec le soutien militaire désormais ouvertement affiché par Moscou à la Corée du Nord, Pékin craint maintenant que la Russie soit davantage impliquée dans les affaires de la péninsule coréenne. La Chine est incontestablement confrontée au fait qu'elle perd de l'influence sur Pyongyang au profit de Moscou. Plus encore, cette militarisation de la relation russo-nord-coréenne risque de renforcer les alliances militaires entre les États-Unis, l'Europe occidentale et leurs partenaires en Asie-Pacifique. Pékin voit dans ces alliances défensives une tentative occidentale d'endiguer sa montée en puissance mondiale.

Inquiétés par les récents événements, Tokyo et Séoul se sont rapprochés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Réuni en urgence le 22 octobre 2024, le Conseil sud-coréen de sécurité nationale annonçait que des « mesures [qui] seraient prises par étapes en fonction de l'avancement de la coopération militaire entre Moscou et Pyongyang ». Il évoquait aussi la possibilité de fournir des armes létales à Kiev (*France 24*, 2024). Une intervention sud-coréenne serait un événement majeur pour le conflit ukrainien. La Corée du Sud est un important exportateur d'armes, d'avions de combat, d'obusiers et de missiles, qui s'est jusque-là abstenue d'en livrer à l'Ukraine, malgré la pression de ses alliés occidentaux. Le Bureau présidentiel de Yongsan a aussi évoqué la possibilité d'envoyer en Ukraine une équipe d'observation.

Cependant, la pertinence et l'efficacité des mesures envisagées par Séoul soulèvent des questions. Si ces actions risquent de positionner la Russie en tant qu'adversaire directe de la Corée du Sud, la manière dont elles pourraient limiter les initiatives de la Corée du Nord reste incertaine.

Par ailleurs, il s'agirait d'une participation *de facto* à la guerre. Il n'est pas sûr que le gouvernement puisse prendre une telle mesure en l'absence de l'approbation de l'Assemblée nationale. En effet, la livraison d'armes létales à l'Ukraine ne fait pas l'unanimité au sein de la classe politique sud-coréenne. Le leader de l'opposition Lee Jae-myung remet en cause leur nécessité avec l'arrivée de Donald Trump qui risque de chambouler l'issue de la guerre. Séoul ne reverra donc sa position sur les armes pour l'Ukraine qu'après l'investiture de Trump (Mesmer, 2024).

En revanche, Taïwan semble avoir opté pour une assistance militaire plus concrète à l'Ukraine. Selon les informations disponibles, Taipei aurait transféré aux forces ukrainiennes des batteries de missiles antiaériens Hawk, un système datant de la guerre froide. De plus, un traité aurait été conclu l'année dernière entre l'Ukraine et Taïwan, par l'intermédiaire des États-Unis, faisant potentiellement de l'île l'un des principaux fournisseurs de défense antiaérienne à Kiev (*Courrier international*, 2024).

CONCLUSION

Cette guerre, initialement perçue comme une confrontation bilatérale entre Moscou et Kiev, prend désormais une dimension encore plus globale avec l'implication croissante d'acteurs internationaux inattendus. L'envoi de soldats nord-coréens aux côtés de la Russie marque un tournant majeur dans l'internationalisation du conflit. Ce développement s'accompagne d'une dynamique de réactions en chaîne avec une éventuelle intervention de Séoul dans un conflit qui s'élargit bien au-delà des frontières européennes. De plus, la participation active de Taïwan reflète une modification profonde des alliances régionales en Asie et au-delà. Selon les autorités ukrainiennes, Moscou aurait mobilisé environ 50 000 hommes, incluant les soldats nord-coréens et des mercenaires yéménites, pour repousser les forces ukrainiennes après leur offensive en territoire russe (Vakulina, 2024). Ces développements bouleversent la perception du conflit, le rapprochant de plus en plus d'une guerre mondiale. Ce tournant dramatique menace la sécurité internationale. Comme l'a souligné le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans son allocution du 5 novembre 2024, « les premières batailles avec des soldats nord-coréens ont ouvert un nouveau chapitre d'instabilité dans le monde ».

RETOUR DE DONALD TRUMP ET LA GUERRE EN UKRAINE : UN ESPOIR DE PAIX À L'HORIZON ?

RÉDIGÉ PAR ABOUBACAR KONATE



Image n°13 : Portrait de Donald Trump avec Volodymyr Zelensky à sa droite, et Vladimir Poutine à sa gauche © BBC

Depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les efforts diplomatiques pour parvenir à une résolution pacifique se sont heurtés à des intérêts profondément divergents et à une escalade militaire continue. Ce conflit qui a débuté il y a deux ans, en février 2022, a non seulement provoqué des pertes humaines massives, mais aussi redessiné les équilibres géopolitiques en Europe de l'Est et au-delà. Dans ce contexte, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis pourrait bien entraîner une désescalade. Le nouveau président américain a, dès les prémices de sa campagne, évoqué la nécessité d'un cessez-le-feu, se positionnant comme un négociateur capable - un dealmaker (Madhur, 2024) - d'imposer un accord à toutes les parties. Un positionnement qui contraste avec les approches antérieures de Washington. Cet engagement, qui trouve un écho dans la lassitude croissante des acteurs engagés dans la guerre - Ukraine, Russie, mais aussi alliés occidentaux -, semble offrir une fenêtre d'opportunité unique.

Par ailleurs, des évolutions récentes témoignent d'une ouverture, certes fragile, de la part des parties au conflit. Volodymyr Zelensky a exprimé une volonté de compromis et Vladimir Poutine ne s'oppose pas formellement à un cessez-le-feu.

Cependant, cette dynamique suscite également des interrogations : dans quelle mesure la stratégie de Trump peut-elle garantir une paix durable et équitable ? Quels compromis seront exigés, et à quel coût pour les parties impliquées ? Le récent échange entre Zelensky et Trump à Paris, bien que limité à un cadre cérémoniel, a souligné l'importance du dialogue direct entre les dirigeants, mais a également révélé les limites d'une médiation internationale dans un conflit aussi complexe.

Ainsi, si l'élection de Donald Trump réveille des espoirs de paix, elle appelle également à une analyse approfondie des enjeux géopolitiques, des stratégies en présence et des conséquences potentielles pour l'équilibre mondial.

L'ÉMERGENCE D'UNE STRATÉGIE DE CESSEZ-LE-FEU : OPPORTUNITÉ OU ILLUSION ?

La guerre a mis à rude épreuve les capacités militaires, économiques et sociales des deux nations. Le président ukrainien, qui rejetait catégoriquement toute discussion avec son homologue russe en 2022 (Mohammed, 2022) a vu sa posture évoluer sous la pression de plusieurs facteurs. L'épuisement militaire et humain de l'Ukraine, conjugué à une économie en récession et à une dépendance croissante à l'aide occidentale, l'a poussé à envisager des compromis autrefois inacceptables. Zelensky propose aujourd'hui une démilitarisation des fronts et une renonciation temporaire à certains territoires actuellement sous contrôle russe (Pascal, 2024). Cette position, bien que pragmatique, s'accompagne d'une exigence clé : l'intégration rapide de l'Ukraine dans l'OTAN. Ce processus, perçu par Kiev comme une garantie ultime de sécurité et de souveraineté, vise à sceller définitivement l'appartenance de l'Ukraine au bloc occidental. Toutefois, cette demande risque de se heurter non seulement à l'opposition de Moscou, mais aussi à des réticences au sein même de l'Alliance atlantique, où certains membres craignent une escalade du conflit avec la Russie.

Du côté russe, Vladimir Poutine s'est montré ouvert à l'idée d'un cessez-le-feu, mais cette ouverture reste étroitement conditionnée par certaines règles. Pour Moscou, toute négociation doit se faire sur la base d'un statu quo qui entérine les gains territoriaux obtenus pendant la guerre, notamment dans les régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia. Cependant, Poutine reste intransigeant sur un point : l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. La Russie considère cette perspective comme une menace stratégique majeure, susceptible de modifier l'équilibre sécuritaire en Europe de l'Est. Cette posture s'inscrit dans une vision plus large de la politique étrangère russe, où l'Ukraine est perçue comme un tampon essentiel entre Moscou et l'Occident. L'intégration de Kiev à l'OTAN affaiblirait non seulement cette position stratégique, mais serait aussi interprétée comme une défaite géopolitique pour la Russie, un coup porté à l'image de force que Poutine cherche à projeter sur la scène internationale.

Si l'idée d'un cessez-le-feu émerge comme une opportunité pour mettre fin aux hostilités, elle reste entravée par des positions antagonistes profondément enracinées. La fenêtre d'opportunité est étroite, et la réalisation de cet objectif dépendra de la capacité des deux camps à accepter des concessions qu'ils considéraient jusqu'à présent comme inenvisageables. Cette fatigue collective constitue un facteur clé qui pourrait influencer sur les décisions des acteurs en faveur d'un cessez-le-feu. Le coût direct de la guerre est estimé à plusieurs centaines de milliards de dollars, plongeant l'économie ukrainienne dans une profonde récession. Elle est estimée à 483 milliards de dollars pour la prochaine décennie (Commission européenne, 2024). Avec des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés internes et externes, la guerre a engendré une crise humanitaire sans précédent avec une population qui fuit pour éviter l'enrôlement forcé (*France info*, 2024). Les familles sont désunies, et la population civile est confrontée à des conditions de vie de plus en plus difficiles, notamment dans les zones proches du front.

De son côté, la Russie a des ambitions freinées par l'usure. Elle est loin d'être épargnée par les effets corrosifs d'un conflit prolongé. Bien que le gouvernement ait maintenu un niveau de résilience grâce à des alliances économiques alternatives, notamment avec la Chine, le poids de ces restrictions s'accroît au fil du temps. Les pertes militaires importantes (Yuri, 2024) qu'elle subit ne font qu'accroître les tensions internes, alors que le soutien extérieur reste limité. Quant aux alliés occidentaux, ils oscillent entre solidarité et lassitude, car le soutien à l'Ukraine - bien qu'historiquement massif - commence à montrer des limites dans les cercles politiques et économiques occidentaux étant donné son coût excessif. Aux États-Unis comme en Europe, le financement de l'aide militaire et humanitaire à l'Ukraine pèse lourdement sur les budgets publics (*Les Echos*, 2024). D'ailleurs, la continuité de l'aide à l'Ukraine a suscité une division politique croissante pendant la campagne électorale. En Europe, les hausses des prix de l'énergie, exacerbées par la réduction des exportations russes, ont alimenté des tensions sociales et des protestations dans certains pays (*L'Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques*, 2023). Des dissensions commencent à émerger concernant la manière d'aboutir à une solution diplomatique.

Certains pays européens, comme la Hongrie, appellent ouvertement à une approche plus conciliante envers Moscou.

DONALD TRUMP : MÉDIATEUR PRAGMATIQUE OU ARCHITECTE DES DÉSÉQUILIBRES ?



Image n°14 : Portrait de Donald Trump © Atalayar

Donald Trump, connu pour sa vision pragmatique et transactionnelle de la géopolitique, pourrait inaugurer une approche radicalement différente pour aborder le conflit russo-ukrainien. Contrairement à ses prédécesseurs, dont les politiques étaient souvent enracinées dans des cadres idéologiques – défense de la démocratie, expansion de l'OTAN, endiguement de la Russie –, Trump privilégie des résultats rapides et tangibles, parfois au détriment des équilibres traditionnels. C'est ce que reflète cette phrase prononcée lors d'un meeting en Caroline du Nord : *"Any agreement, even a bad one, would have been better than what we have today"* (L'Express, 2024). Cette approche repose sur la recherche d'accords bilatéraux qui maximisent les avantages pour les parties directement concernées, souvent sans prendre en compte les implications systémiques à long terme. Son pragmatisme pourrait séduire certains alliés européens fatigués par l'effort de guerre, notamment ceux dont les intérêts économiques et énergétiques sont les plus liés à la Russie, comme l'Allemagne ou la Hongrie. Toutefois, il risque également de diviser le bloc transatlantique, où d'autres États – Pologne, pays baltes – considèrent l'affirmation d'une ligne dure contre Moscou comme essentielle à leur sécurité nationale (Facon, 2017). Ce pragmatisme pourrait aussi exploiter la lassitude croissante des populations occidentales face à la guerre.

En Europe comme aux États-Unis, les coûts économiques et sociaux du conflit alimentent des appels à une solution rapide. Ce contexte pourrait offrir un terrain fertile pour un « deal trumpien » visant à répondre simultanément aux pressions internes et aux attentes internationales. Toutefois, il faut savoir que cette approche a des conséquences. Elle comporte des risques importants pour les équilibres géopolitiques mondiaux, car en cherchant à conclure un accord bilatéral avec la Russie, Trump pourrait affaiblir l'unité de l'OTAN, qui repose sur une approche collective et consensuelle. À Moscou, une concession jugée excessive, telle qu'un moratoire sur l'élargissement de l'OTAN ou une réduction de l'engagement militaire en Europe de l'Est, pourrait être perçue comme une victoire pour Poutine. Cela risquerait d'encourager d'autres actions agressives dans la région, remettant en cause la sécurité des États frontaliers de la Russie. Aussi, en accédant à certaines demandes russes, Trump pourrait renforcer l'idée que les gains territoriaux obtenus par la force sont négociables, affaiblissant ainsi le cadre normatif international.

Cette dynamique pourrait avoir des implications bien au-delà de l'Europe, encourageant des comportements similaires dans des zones de tension comme Taïwan ou la mer de Chine méridionale. Il convient aussi de prendre en compte que si l'Ukraine est contrainte d'accepter des concessions jugées désavantageuses sous la pression américaine (Emma, 2024), cela pourrait éroder la confiance des alliés dans l'engagement de Washington à défendre leurs intérêts, en particulier dans des contextes où leurs propres intérêts stratégiques ne coïncident pas parfaitement avec ceux des États-Unis. Ainsi, l'approche bien qu'innovante dans son pragmatisme, représente un pari risqué. Elle pourrait débloquent une situation qui semble aujourd'hui figée, mais au prix d'un affaiblissement des principes collectifs qui ont structuré la sécurité euro-atlantique depuis la fin de la Guerre froide. La médiation de Trump pourrait ainsi marquer un tournant décisif, non seulement pour le conflit russo-ukrainien, mais aussi pour la dynamique de pouvoir à l'échelle mondiale. S'il parvient à imposer un accord entre l'Ukraine et la Russie, les retombées sur les équilibres stratégiques mondiaux seraient considérables, mais aussi potentiellement déstabilisatrices.

Ce scénario, bien qu'il puisse offrir une issue au conflit, pose des questions fondamentales sur la redéfinition des normes internationales, l'avenir de la sécurité en Europe et les dynamiques de pouvoir globales. Cela enverrait un signal fort, entre autres la remise en cause des frontières européennes par la force, remettant en question le principe fondamental d'inviolabilité des frontières inscrit dans la Charte des Nations unies et l'Acte final d'Helsinki de 1975 (CVCE.UE, 2016). Il pourrait affaiblir la position des pays comme les pays baltes et la Pologne, qui se considèrent en première ligne face à une Russie revigorée.

Pour les Ukrainiens, l'accord pourrait être perçu comme une trahison par une partie de la population et des élites politiques, d'autant plus si les territoires cédés temporairement deviennent un point de non-retour. En parallèle, des États comme la Moldavie (Abkhazie et Ossétie du Sud) ou la Géorgie (Transnistrie), confrontés eux aussi à des conflits gelés avec des régions séparatistes soutenues par la Russie, pourraient voir leurs positions encore davantage fragilisées. L'imposition d'un accord perçu comme trop favorable à la Russie pourrait éroder la crédibilité des États-Unis eux même en tant que leaders de l'OTAN, et garants de la sécurité européenne. Il faudra alors s'attendre à une fracture au sein de l'Alliance. Certains membres, notamment les pays d'Europe centrale et orientale, pourraient interpréter cet accord comme un abandon de la posture de dissuasion ferme face à Moscou. Il importe aussi de prévoir la montée des tensions internes. Une gestion différenciée de l'équilibre entre concessions et fermeté pourrait exacerber les divisions existantes entre les membres de l'OTAN, particulièrement entre ceux favorisant la détente et ceux réclamant une ligne dure envers la Russie. À plus long terme, un affaiblissement de l'OTAN pourrait profiter à d'autres puissances mondiales, comme la Chine, en divisant davantage les Occidentaux sur la gestion des défis géopolitiques majeurs. Par ailleurs, cela constituerait en outre un précédent dangereux pour l'ordre international, qui pourrait légitimer l'usage de la force et éroder les institutions internationales. Des institutions comme les Nations unies, déjà critiquées pour leur incapacité à répondre efficacement à l'agression russe ou même à l'occupation israélienne en Palestine, pourraient perdre encore davantage en crédibilité. Cela affaiblit les mécanismes multilatéraux de gestion des conflits.

Cependant, un succès de Trump dans la médiation du conflit pourrait marquer un tournant dans les relations entre grandes puissances. Si la Russie sort de cet accord renforcée, elle pourrait se repositionner comme un acteur incontournable sur la scène mondiale. Par ailleurs, son rapprochement avec la Chine pourrait s'intensifier, formant un bloc opposé à l'Occident sur des questions stratégiques globales. Pour les États-Unis, un accord de paix pourrait offrir à Trump un prestige international, mais cela dépendra de la perception de cet accord par les alliés occidentaux et les populations concernées. Une entente déséquilibrée pourrait isoler Washington, alimentant un discours multipolaire où les États-Unis ne seraient plus perçus comme la puissance dominante incontestée.

Enfin, le conflit russo-ukrainien est devenu un baromètre des tensions globales. Un accord pourrait réduire les tensions locales à court terme, mais ses conséquences à moyen et long terme pour la stabilité mondiale restent imprévisibles. Si la paix est perçue comme imposée et non négociée de manière équitable, elle pourrait semer les germes d'un futur conflit, non seulement en Europe, mais aussi dans d'autres zones stratégiques, de tensions territoriales.

LES POTENTIELLES CONSÉQUENCES D'UN CESSEZ-LE-FEU POUR LES BELLIGÉRANTS

Un cessez-le-feu dans le conflit russo-ukrainien pourrait offrir à l'Ukraine une pause salutaire après trois années de guerre intense. Toutefois, cette trêve imposerait des défis et des concessions qui pourraient durablement affecter sa souveraineté, sa stabilité interne et ses ambitions internationales. Ce serait un répit stratégique mais incertain car les conditions de l'accord pourraient transformer cette pause en une situation précaire. Il faut le dire très clairement, renoncer, même provisoirement, à certains territoires actuellement sous contrôle russe, pourrait affaiblir la perception de l'intégrité territoriale ukrainienne. Ces zones, essentielles sur le plan économique et symbolique (comme le Donbass ou la Crimée), sont au cœur de l'identité nationale ukrainienne (Oleksandr, 2014). Un cessez-le-feu pourrait figer les lignes de front actuelles et une «pause» ne mène rarement à des solutions durables, mais plutôt à des zones grises propices à l'instabilité.

En effet, bien qu'il en résulterait des conséquences positives - un cessez-le-feu ouvrant la voie à une reconstruction économique et sociale - les défis resteraient colossaux. Dans un premier temps, il faudra reconstruire des infrastructures. Les dommages infligés par les bombardements russes nécessiteront des investissements massifs, dépendant largement de l'aide internationale. L'incertitude liée à l'avenir territorial pourrait cependant décourager les investisseurs étrangers. Dans un second temps, l'unité nationale ukrainienne sera mise à l'épreuve car les concessions territoriales risquent de diviser davantage la société ukrainienne, entre ceux favorables à la paix à tout prix et ceux intransigeants sur la souveraineté nationale. Cela pourrait fragiliser le leadership de Zelensky ou de tout gouvernement en place. Peu importe l'issue de cette guerre, la dépendance de Kiev augmenterait vis-à-vis de ses alliés occidentaux, notamment pour garantir sa sécurité et financer sa reconstruction.

L'Ukraine ne sera pas la seule à subir des pertes après l'instauration d'une pause ; la Russie sera également affectée. Elle fera face à des risques à long terme, notamment pour la stabilité interne du régime de Vladimir Poutine, et à des défis politiques et économiques. Elle aura l'occasion de pérenniser son contrôle sur les territoires conquis en Ukraine, tels que les régions du Donbass et de la Crimée, déjà annexées en 2014. Cette situation lui offrirait aussi plusieurs bénéfices stratégiques, en commençant par le renforcement de l'influence régionale car ces territoires, riches en ressources naturelles et stratégiquement situés, permettront à Moscou de maintenir un levier économique et militaire significatif face à Kiev. Elle légitimerait également Vladimir Poutine en interne, présentant le cessez-le-feu comme une victoire, et renforçant son image de défenseur des intérêts russes, en particulier auprès des segments nationalistes de la population. Ainsi, la fin des hostilités entraînerait une démobilisation et une réallocation des ressources, réduisant les coûts économiques et humains liés à la guerre. Cela permettra au Kremlin de rediriger ces ressources vers des priorités domestiques ou d'autres théâtres stratégiques, notamment en Afrique ou au Moyen-Orient.

Malgré ces avantages, un cessez-le-feu pourrait également révéler des vulnérabilités au sein du régime...

...russe. Un compromis risquerait d'être perçu comme une défaite, notamment si l'accord n'inclut pas une reconnaissance internationale explicite des territoires annexés ou implique la perte de certains gains territoriaux. Cela pourrait être interprété comme une trahison par les ultranationalistes russes, un groupe influent dans les sphères politiques et militaires du pays. Par ailleurs, des pressions internes pourraient s'intensifier, la légitimité de Poutine reposant en grande partie sur sa capacité à incarner la force et l'invincibilité. Un compromis jugé insuffisant pourrait alors renforcer l'opposition, déjà alimentée par les conséquences économiques de la guerre et l'exaspération croissante de la population face aux sacrifices imposés.

Un cessez-le-feu n'effacera pas les répercussions économiques profondes des sanctions occidentales car il est peu probable qu'en cas d'arrêt des combats, l'Occident lève rapidement les sanctions, notamment celles liées à l'annexion de la Crimée. En outre, la guerre a exacerbé les inégalités économiques et alimenté une fuite des cerveaux. La Russie devra donc réinvestir massivement dans son économie intérieure pour stabiliser la situation sociale.

LA PAIX : UNE ÉTAPE, PAS UNE SOLUTION DÉFINITIVE ?

La perspective d'un cessez-le-feu dans le conflit russo-ukrainien, sous l'impulsion de la médiation américaine, suscite des espoirs mais soulève également des questions fondamentales sur la durabilité et les implications de l'accord qui pourrait advenir. Bien qu'un arrangement temporaire puisse apporter un répit aux populations épuisées, les réalités géopolitiques complexes et les tensions persistantes entre les parties prenantes posent des limites significatives à une paix durable. Faudra-t-il s'attendre à un interlude dans un affrontement plus large ?

Dans ce contexte, un cessez-le-feu réglerait seulement le problème en surface, alors que le fond peut être décliné en deux parties. Tout d'abord, le conflit russo-ukrainien reflète une rivalité stratégique plus globale opposant la Russie et ses alliés à l'OTAN, dont l'enjeu principal réside dans l'influence des anciennes républiques soviétiques de l'Europe de l'Est.

Par ailleurs, l'unité occidentale est en jeu, car un accord de paix déséquilibré ou favorable à la Russie pourrait la fragiliser. Cependant, bien qu'un cessez-le-feu puisse être vu comme une lueur d'espoir, il ne constitue pas une solution définitive aux tensions profondes qui structurent la région. La construction d'une paix durable nécessite un dialogue inclusif qui intègre non seulement la Russie et l'Ukraine, mais également les puissances régionales et internationales concernées. Ensuite, il faudra des garanties de sécurité qui seront fournies par des acteurs neutres ou des organisations internationales pour éviter une reprise des hostilités et observer une réconciliation progressive à travers des initiatives économiques et culturelles visant à reconstruire la confiance entre les populations. De ce fait, la paix à l'horizon reste une perspective incertaine, dépendante de nombreux facteurs internes et externes. Si la médiation américaine peut ouvrir une voie vers une désescalade, ses résultats ne pourront être jugés qu'à l'aune de leur capacité à instaurer une stabilité durable dans une région marquée par des décennies de rivalités géopolitiques.

Ainsi, le retour de Donald Trump sur la scène internationale s'inscrit dans un rapport décalé et controversé au conflit russo-ukrainien, rompant avec la diplomatie traditionnelle américaine. Au-delà des enjeux immédiats, le règlement de la guerre russo-ukrainienne sous la médiation de Trump pourrait redéfinir les principes qui régissent les relations internationales. Une paix perçue comme déséquilibrée ou trop favorable à une partie risquerait de renforcer le cynisme dans la gouvernance mondiale et de fragiliser les cadres multilatéraux comme l'OTAN ou l'ONU. L'idée qu'une puissance puisse redessiner les frontières par la force, sans conséquences durables, pourrait éroder les normes internationales et encourager d'autres États à adopter des politiques similaires. La paix en Ukraine serait alors fragile. Si la médiation américaine parvient à instaurer un cessez-le-feu, cela marquera un tournant historique. Cependant, sa réussite dépendra de la capacité des parties à dépasser leurs antagonismes immédiats pour construire une stabilité durable. En somme, la recherche de la paix dans ce conflit ne se limite pas à la cessation des hostilités, mais pose des questions fondamentales sur l'avenir des relations internationales dans un monde de plus en plus polarisé.

L'EMPLOI DE CONTRACTUELS ÉTRANGERS DANS LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

RÉDIGÉ PAR ULYSSE CORDIER



Image n°15 : Huit prisonniers de guerre originaires de Cuba, du Népal, de Sierra Leone et de Somalie ont raconté à la presse avoir été trompés par la Russie. © Anatolii Stepanov Agence France-Presse

Depuis le 24 février 2022, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a mis hors de combat - tué et blessé - près de 600 000 Russes et 400 000 Ukrainiens (Pancevski, 2024). Les Russes perdaient environ 3 000 soldats par mois en 2024, selon les estimations du chercheur Yuri Fedorov pour l'Institut français des Relations Internationales (Fedorov, 2024). Pour engager toujours plus d'hommes, Moscou et Kiev puisent dans leur population en abaissant l'âge de mobilisation par des décrets de mobilisation générale et partielle (Fedorov, 2024). Face à l'augmentation numérique des forces russes, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a décidé d'abaisser l'âge de mobilisation de 27 à 25 ans pour les hommes en avril 2024. L'Ukraine fait face à un défi capacitaire, le rapport de force numérique penchant largement en la faveur de la Russie, qui dans une tactique de masse, envoie des soldats moins formés et moins équipés contre les lignes ukrainiennes.

Pour pallier ce déficit numérique, les Ukrainiens favorisent un meilleur entraînement des soldats qui s'accompagne d'une restructuration de l'institution militaire depuis 2014. La mobilisation ukrainienne est plus sélective. Par exemple, le corps enseignant et les étudiants en fin de cursus sont exemptés de mobilisation. Par ces choix, l'Ukraine tente de penser à l'avenir et de préparer l'après-guerre. Elle s'assure de ne pas sacrifier l'entièreté de sa jeunesse pour pouvoir disposer d'une élite intellectuelle capable de redresser le pays après la cessation des hostilités. Ces choix politiques se répercutent sur les combattants ukrainiens qui ne font pas ou peu de rotation avec l'arrière du front. Épuisés physiquement et mentalement par trois années de combats intenses, de nombreux militaires ukrainiens désespèrent et tentent d'alerter l'opinion publique par l'intermédiaire de leurs familles. De fait, les familles des combattants organisent de nombreuses manifestations, et multiplient les publications sur les réseaux sociaux pour alerter sur la situation.

C'est dans ce contexte d'infériorité numérique que, dès 2022, le président ukrainien avait créé les Brigades internationales pour la défense de l'Ukraine. Au départ, elles étaient majoritairement composées de soldats occidentaux, disposant d'une grande expérience combattante. Toutefois, au cours de la guerre, leurs nombreuses pertes humaines ont eu raison de l'engouement initial. Les combattants européens et américains ont ainsi été progressivement remplacés par des militaires des pays du Sud, en grande partie d'Amérique latine. La Russie quant à elle emploie massivement des Nord-Coréens, des Yéménites, des Cubains et des Sri-Lankais. Dans cet article, nous nous pencherons sur cette nouvelle facette de la guerre en Ukraine, celle des combattants étrangers des pays du Sud, venant sur ce théâtre d'opérations pour des raisons plus pécuniaires qu'idéologiques. À l'aune de ce phénomène de recours massif à des mercenaires étrangers transparaît une nouvelle facette de la guerre au XXI^e siècle. Pour illustrer ce phénomène, nous nous pencherons sur deux nationalités de mercenaires présents en Ukraine : les Colombiens côté ukrainien, et les Sri-Lankais côté russe. À travers ces deux expériences combattantes, nous verrons quel est le profil des soldats, et la logique de contractualisation de la guerre qu'il sous-tend.

UNE SITUATION OPÉRATIONNELLE DIFFICILE POUR L'UKRAINE

Malgré ses soutiens occidentaux, Kiev manque de moyens et de matériel pour résister aux pressions quotidiennes exercées par les Russes dans les régions de Kharkiv, du Donbass et de Zaporijia. À force de vagues d'assauts successifs et de bombardements accrus (1 obus ukrainien tiré pour 5 obus russes), les forces d'invasions réussissent à faire bouger la ligne de front (*Institute for the study of war*, 2024). Cette tactique provoque de nombreuses pertes pour la Russie, car les soldats se jettent à corps perdu sur les positions ukrainiennes. Le Kremlin a amorcé une guerre d'usure dans laquelle la démographie russe compte faire la différence. Face à cette tactique, les soldats ukrainiens accusent le coup, d'autant plus que les défauts structurels sont nombreux au sein de l'armée : permissions rares, verticalité du commandement, manque d'équipements...



Figure n°1 : Les territoires occupés par la Russie et l'Ukraine, le 14 décembre 2024. © *Institute for the study of war*, interactive map.

Cette baisse de capacités a empiré avec les départs massifs de jeunes ukrainiens au début du conflit vers les pays frontaliers, notamment les pays de l'Union européenne, du Caucase et la Turquie (Office de Statistique de l'Union Européenne, 2024). Ces derniers craignent en grande partie de mourir sur le front, et refusent d'être considérés comme de la « chair à canon » par l'armée. Depuis avril 2024, la loi ukrainienne concernant la mobilisation a diminué de 27 à 25 ans l'âge de recrutement, ce qui représente 300 000 soldats supplémentaires. Les exemptions de mobilisations sont un dilemme politique pour les autorités ukrainiennes, qui doivent choisir entre conserver leurs élites culturelles et scientifiques ou les sacrifier pour la défense du territoire. Dès lors, une fracture émerge entre la société civile et l'armée. Les premiers reprochent aux seconds d'avoir repris une existence « normale ». Or, dans la conduite de la guerre à haute intensité, le lien armée-population ne doit pas être rompu, mais doit s'auto-entretenir pour maximiser les chances de victoire. Si le taux de pertes est trop élevé, la population remettra en question l'utilité de la résistance. C'est pourquoi, afin de pallier ce déficit numérique, l'armée ukrainienne multiplie la communication sur les réseaux sociaux et les appels au recrutement à l'international.

UN CONTEXTE FRAGILE FAVORISANT LE RECOURS AUX MERCENAIRES ÉTRANGERS

Les deux États ont mis en place un système de recrutement de contractuels ouvert à tous ceux qui souhaitent rejoindre les rangs de l'armée. La création de la Légion internationale pour la défense de l'Ukraine...

...le 27 février 2022 par le président ukrainien est un appel aux combattants du monde entier à venir défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Au départ, près de 20 000 hommes ont répondu à l'appel de Volodymyr Zelensky. Pour la plupart issus du monde militaire, ces vétérans étaient essentiellement français, allemands, américains, canadiens ou encore australiens. Toutefois, au gré des pertes et de l'évolution du conflit, les effectifs se seraient lentement taris. Face à cette baisse de volontaires étrangers, d'autres nationalités ont rempli les rangs de l'armée ukrainienne. D'anciens militaires aux mercenaires, des profils très variés sont venus des quatre coins du monde, notamment de Colombie. Ceux-ci ont été regroupés au sein d'unités majoritairement hispanophones (Lauvergnier, 2024). Le réseau social chinois *TikTok* aux 1,5 milliard d'utilisateurs est aujourd'hui le principal vecteur de recrutement. Par le biais d'intermédiaires, les Ukrainiens réalisent et postent sur les réseaux sociaux des vidéos à caractère promotionnel. Depuis 2014, une importante opération de communication et de séduction est mise en place par les unités ukrainiennes. Par exemple, le régiment Azov (341 741 835 de vues sur *YouTube*), très célèbre dans la sphère des influenceurs militaires, dispose de chaînes *Telegram* et *YouTube* très influentes, et a été officiellement intégrée à l'armée ukrainienne (Siohan, 2021).

Séduits grâce aux réseaux sociaux, les recrues colombiennes passent ensuite par un processus de recrutement facilité pour combattre aux côtés des Ukrainiens. Le gouvernement leur propose un salaire allant de 1 500 à 3 000 dollars par mois, un critère extrêmement attractif comparativement aux 270 à 400 dollars de solde de l'armée colombienne. Le ministère des Affaires étrangères de Colombie estime à environ 3 000 le nombre de départs, 50 y auraient laissé la vie. Concernant le recrutement russe, les Sri-Lankais sont majoritairement démarchés par téléphone. Des intermédiaires du ministre de la Défense russe les contactent pour des postes d'agent de sécurité ou de cuisinier. Trompés, leur passeport leur est retiré à l'arrivée puis l'armée leur confie un uniforme et des armes avant de les envoyer sur le front. Les Sri-Lankais seraient environ 2 000 aux côtés des forces russes. On leur propose une indemnité de 40 000 euros pour leur famille en cas de décès. Il y aurait 24 morts officiellement, mais jusque-là aucune indemnité n'a été versée.

Poussés par l'espoir d'une vie meilleure et l'appât du gain, les vétérans ont souvent une situation économique difficile dans leur pays respectif. Les gouvernements colombiens et sri-lankais n'ont pas mis en place de programmes de réinsertion à la vie civile. Il faut rappeler que la Colombie et le Sri Lanka ont été touchés par de violentes guerres civiles, s'étendant de 1964 à nos jours en Colombie, et de 1983 à 2009 au Sri-Lanka. Issus de sociétés marquées par de longues années de violence et d'instabilité politique (Macan-Markar, 2024), les vétérans colombiens et sri-lankais sont très prisés par les deux belligérants pour leur grande expérience du combat anti-insurrectionnel. La Colombie est ainsi devenue au fil des ans une usine à mercenaires, formés par les sociétés paramilitaires privées américaines, auxquels l'Ukraine a massivement recours. Néanmoins, le président colombien Gustavo Petro tente d'apporter une réponse politique à ces départs massifs. Il souhaite faire adopter, par un projet de loi modifiant la constitution, la ratification du traité de 1989 portant sur l'interdiction du mercenariat.

Il est donc important de distinguer les différents combattants étrangers en Ukraine. Le motif des soldats occidentaux est plus idéologique, alors celui de leurs homologues colombiens est davantage financier. Cela est observable par leur méconnaissance de l'existence même de l'Ukraine, et parfois par leur désintérêt pour l'issue du conflit.

LA CONTRACTUALISATION MASSIVE, UNE NOUVEAUTÉ APPORTÉE À LA GUERRE DU XXIE SIÈCLE PAR LE THÉÂTRE UKRAINIEN ?

Le phénomène de contractualisation des forces armées n'est pas une nouveauté apportée par la guerre en Ukraine. Au moment de l'invasion américaine de 2003 en Irak, l'armée américaine avait déjà eu recours à une société militaire privée : *Blackwater*. Symbole de la privatisation de la guerre, elle est l'incarnation de l'introduction d'une logique libérale au secteur de la guerre. Pour les États ukrainiens et russes, fragilisés sur le plan intérieur, les soldats contractuels sont devenus un moyen de maintenir leurs capacités opérationnelles sans se risquer à de nouvelles lois de mobilisation (Ockrent, 2024).

L'engagement des Sri-lankais et des Colombiens en Ukraine traduit une lente uberisation de la force armée. Alors que l'usage de soldats contractuels restait jusqu'à présent un fait assez marginal, le conflit a participé à sa banalisation. Cette pratique peut être perçue comme une recherche de meilleures conditions de vie et de meilleurs salaires, dans des pays souvent touchés par une forte instabilité politique et économique. Les hommes partis se battre le font aussi pour soutenir financièrement leur famille restée sur place. L'argent envoyé sert notamment à payer les études des enfants, assurer une stabilité économique, et entreprendre localement (Abdelkhalek et Reynaud, 2024). Généralement, les contractuels colombiens et sri-lankais ne restent pas longtemps en Ukraine, pour éviter de risquer leur vie inutilement. Au bout de 5 à 6 mois, ils essaient de rentrer chez eux après avoir touché leur solde (Abdelkhalek et Reynaud, 2024).

Au regard de l'article 47 du premier protocole additionnel aux conventions de Genève qui s'applique de manière restrictive seulement aux conflits armés internationaux, le statut de ces soldats est clairement défini comme du mercenariat au regard du droit international. Les caractéristiques suivantes permettent d'évaluer s'ils appartiennent à la catégorie des mercenaires : le recrutement dans un pays étranger, la participation au combat pour un avantage personnel, une rémunération supérieure à celle allouée au combattant régulier par l'armée qui l'emploie, ni citoyen, ni résident, et non-membres des forces armées du pays employeur. Les Colombiens et les Sri-Lankais cochent toutes les cases exceptées celle de l'incorporation. Mais au regard du Code pénal russe, les étrangers qui combattent pour l'Ukraine sont des mercenaires et donc traités comme tels. D'après plusieurs témoignages, ces derniers subissent de mauvais traitements. Injures, humiliations, intimidations, ils sont nombreux à raconter avoir été considérés comme de la « chair à canon », et à peiner à toucher leur solde. Alors qu'une large partie d'entre eux sont portés disparus, leurs familles s'épuisent à obtenir des informations auprès des ambassades russes et ukrainiennes, qui ne donnent que très peu de détails à ce sujet.



Conclusion

RÉDIGÉE PAR ILONA VANDAELE

En définitive, la guerre en Ukraine ne cesse de s'internationaliser et d'impliquer de nouveaux acteurs aussi bien par le biais de renforcement d'alliances comme celle entre Moscou et Pyongyang que par la présence croissante de combattants d'origine étrangère sur le champ de bataille. Face aux pertes nombreuses enregistrées chaque jour par l'armée russe et par l'armée ukrainienne, ces soldats volontaires viennent renouveler les effectifs de deux camps, bien qu'ils soient plus animés par les sommes promises que par une ferveur idéologique. Il n'en demeure pas moins que cela participe à la mondialisation du conflit.

Le prochain retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, décidé à régler le conflit russo-ukrainien rapidement, ouvrira très probablement des négociations entre les belligérants pour mettre un terme à ce conflit, d'autant plus que ni Volodymyr Zelensky ni Vladimir Poutine ne s'y oppose formellement, conscients qu'il est de plus en plus difficile de soutenir l'effort de guerre. Face à la fatigue et à la démoralisation des soldats mais aussi des civils, et étant donné les importantes pertes enregistrées dans les deux camps, un cessez-le-feu est de plus en plus envisagé. Mais les conditions que souhaitent imposer l'Ukraine et la Russie sont nombreuses et encore difficilement conciliables. Néanmoins, ce cessez-le-feu apparaît de plus en plus nécessaire pour l'Ukraine, d'autant plus que les États-Unis, qui sont leur premier fournisseur d'aides, vont prochainement diminuer leur soutien ; ce qui amène l'Ukraine à envisager des concessions qu'elle n'envisageait pas il y a un an encore. C'est donc une perspective de retour de la paix en Europe qui se dessine. Reste à savoir à quel prix.

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Articles scientifiques :

Duclos, M. (2022). Guerre en Ukraine - confrontation entre la Russie et l'Occident. *Institut Montaigne*.
<https://www.institutmontaigne.org/expressions/guerre-en-ukraine-confrontation-entre-la-russie-et-loccident>

Facon, I. (2017). La menace militaire russe : une évaluation. *Les Champs de Mars*, N° 29(1), 31-57.
<https://doi.org/10.3917/lcdm.029.0031>.

Federov, Y. (2024). Les effectifs de l'armée russe après deux ans et demi de guerre en Ukraine, Centre Russie/Eurasie, Études de l'Institut Français des Relations Internationales, n°48, novembre 2024.

Articles de presse :

Ali Al Ragawi, M.H. (2022, 4 octobre). Zelensky signe un décret rejetant toute négociation avec Poutine. *Anadolu Ajansi*. <https://www.aa.com.tr/fr/monde/zelensky-signe-un-d%C3%A9cret-rejetant-toute-n%C3%A9gociation-avec-poutine-/2702263>

Ashford, E. (2024, 7 novembre). Will Trump Pressure Ukraine to Cut a Deal ? *Foreign Policy*.
<https://foreignpolicy.com/2024/11/07/trump-zelensky-putin-pressure-ukraine-peace-deal/>

Calvo Ospina, H. (2024, 1 février). La Colombie, usine à mercenaires. *Le Monde Diplomatique*. https://www.monde-diplomatique.fr/2024/02/CALVO_OSPINA/66555

Courrier international (2024). À la une : Poutine-Kim Liaison dangereuse. N°1777. Du 21 au 27 novembre 2024. Pages 28 à 35.

Daru V. (2024). Envoi de soldats nord-coréens en Russie : un cadeau empoisonné pour Poutine ? *Mariane*.
<https://www.marianne.net/monde/geopolitique/envoi-de-soldats-nord-coreens-en-russie-un-cadeau-empoisonne-pour-poutine>

Delcas, M. (2024, 26 septembre). Deux Colombiens qui ont combattu en Ukraine seront jugés à Moscou pour mercenariat. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/09/25/deux-colombiens-qui-ont-combattu-en-ukraine-seront-juges-a-moscou-pour-mercenariat_6333897_3210.html

Fouquet C. (2024). Guerre en Ukraine : La Corée du Nord aurait livré plus de 16 000 conteneurs d'armes à la Russie. *Les Échos*. <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/guerre-en-ukraine-la-coree-du-nord-aurait-livre-plus-de-16000-conteneurs-darmes-a-la-russie-2117360>

France 24 (2024). La Corée du Sud n'exclut pas l'envoi direct d'armes vers l'Ukraine. <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20241107-la-cor%C3%A9e-du-sud-n-exclut-pas-l-envoi-direct-d-armes-vers-l-ukraine>

Les Echos. (2024, 13 décembre). Les Etats-Unis annoncent une nouvelle aide militaire à l'Ukraine estimée à 500 millions de dollars. *Les Echos*. <https://www.lesechos.fr/monde/europe/les-etats-unis-annoncent-une-nouvelle-aide-militaire-a-lukraine-estimee-a-500-millions-de-dollars-2137579>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Madhur, S. (2024, 9 novembre). Is Trump really a master dealmaker? Here's how his 1st term's deals played out. *Firstpost*. <https://www.firstpost.com/world/united-states/is-trump-really-a-master-dealmaker-here-is-how-his-1st-term-deals-played-out-13833648.html>

Marcan-Markar, M. (2024, 21 septembre), Sri Lanka : derrière la crise économique, un irrésistible désir de changement, *Courrier international*. https://www.courrierinternational.com/article/decryptage-presidentielle-au-sri-lanka-derriere-la-crise-economique-un-irresistible-desir-de-changement_222126

Mesmer P. (2024). La Corée du Sud réticente à fournir des armes à l'Ukraine. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/29/la-coree-du-sud-reticente-a-fournir-des-armes-a-l-ukraine_6420475_3210.html

Mounier, J-L. (2024, 17 avril). Ukraine : la loi de mobilisation, une mesure "nécessaire" mais "trop tardive". *France 24*. <https://www.france24.com/fr/europe/20240517-ukraine-la-loi-de-mobilisation-une-mesure-n%C3%A9cessaire-mais-trop-tardive>

Pancevsky, B. (2024, 17 septembre). One million are now dead or injured in Russia-Ukraine's war, *Wall Street Journal*. https://www.wsj.com/world/one-million-are-now-dead-or-injured-in-the-russia-ukraine-war-b09d04e5?mod=hp_lista_pos2

Nordstrom L. (2024). Guerre en Ukraine : les soldats nord-coréens déjà en train de désertir en Russie. *France 24*. Consulté sur <https://www.france24.com/fr/europe/20241024-guerre-en-ukraine-les-soldats-nord-cor%C3%A9ens-d%C3%A9j%C3%A0-en-train-de-d%C3%A9serter-en-russie>

Poyet, S. (2024, 12 novembre). Si tu te rebelles, ils t'envoient en cellule : des Ukrainiens confient leur inquiétude d'être enrôlés de force dans l'armée et envoyés au front. *France info*. https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/reportage-si-tu-te-rebelles-ils-t-envoient-en-cellule-des-ukrainiens-confient-leurs-inquietude-d-etre-enroles-de-force-dans-l-armee-et-envoyes-au-front_6892646.html

Park Min-hee (2024). North Korea's real motive for publishing the full text of new treaty with Russia. *Hankyoreh*. https://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_northkorea/1145928.html

Siohan, S. (2024, 7 décembre), Brigade de défense territoriale en Ukraine : «Montrer aux Russes qu'on est capables de leur rentrer dedans», *Libération*. https://www.liberation.fr/international/europe/brigade-de-defense-territoriale-en-ukraine-montrer-aux-russes-quon-est-capables-de-leur-rentre-dedans-20211207_2H7RGGRYB5BBDOWFU2ILASIKIM/

Vakulina S. (2024) Des soldats nord-coréens déjà engagés dans des combats contre les Ukrainiens ? *EuroNews*. <https://fr.euronews.com/2024/11/25/des-soldats-nord-coreens-deja-engages-dans-des-combats-contre-les-ukrainiens>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Documents officiels :

Agence de presse nord-coréenne KCNA. (20 juin 2024). Traité de partenariat stratégique global entre la RPDC et la Russie. Pyongyang : République populaire démocratique de Corée.

<http://kcna.kp/kp/article/q/848b072d48dcc965d89ce5f716e78e71.kcmsf>

Commission Européenne. (2024). Publication de l'évaluation actualisée des besoins de l'Ukraine en matière de relance et de reconstruction. Représentation en France.

https://france.representation.ec.europa.eu/informations/publication-de-levaluation-actualisee-des-besoins-de-lukraine-en-matiere-de-relance-et-de-2024-02-16_fr

CVCE, (2016). Le Décalogue d'Helsinki (1er août 1975). Organization for Security and Co-operation in Europe.

https://www.cvce.eu/content/publication/2005/7/12/1bccd494-0f57-4816-ad18-6aaba4d73d56/publishable_fr.pdf

Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, (2023). La stratégie Russe de limitation des exportations de gaz vers l'UE une composante de l'invasion de l'Ukraine. Iris France.

<https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/dgris/Rapport%20n%C2%B01%20-%20La%20strat%C3%A9gie%20russe%20de%20limitation%20des%20exportations%20de%20gaz%20vers%20l%27UE%20-%20une%20composante%20de%20l%27invasion%20de%20l%27Ukraine.pdf>

Yuri, E. F. (2024). Les effectifs de l'armée russe après deux ans et demi de guerre en Ukraine. Ifri.

<https://www.ifri.org/fr/etudes/les-effectifs-de-larmee-russe-apres-deux-ans-et-demi-de-guerre-en-ukraine>

Sitographie :

Bret C. (2024). L'axe Moscou-Pyongyang : un message à l'Occident, mais à quel prix ? Telos. <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/laxe-moscou-pyongyang-un-message-a-loccident-mais-.html>

Eurostat, Ukraine, Population au premier janvier par sexe et par âge, 2024.

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/DEMO_PJAN__custom_3325190/bookmark/table?lang=fr&bookmarkId=adba28d8-5457-4c06-b268-b7fdcd3c4700

Ferreira I. (2024). Russie : répercussions d'une alliance inédite avec la Corée du Nord. Regard Est. <https://regard-est.com/russie-repercussions-dune-alliance-inedite-avec-la-coree-du-nord>

Institute for the Study of War, Interactive map portfolio, Interactive Map: Russia's Invasion of Ukraine, 13 décembre 2024.

Mongrenier J. (2024). Alliance et manœuvres de Moscou et Pyongyang. Desk Russie. <https://desk-russie.eu/2024/11/03/alliance-et-manoeuvres-de-moscou-et-pyongyang.html>

BIBLIOGRAPHIE DU DOSSIER

Haute couverture B. (2024). Une nouvelle alliance entre Russie et Corée du Nord. Fondation pour la Recherche Stratégique. <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/une-nouvelle-alliance-entre-russie-coree-nord-2024>

Vidéographie :

Abdelkhalek. H et Reynaud.V (2024), Guerre en Ukraine : Moscou envoie des hommes sri-lankais sur le front, *France 24*, 13 novembre 2024. <https://www.france24.com/fr/vid%C3%A9o/20241113-guerre-en-ukraine-moscou-envoie-des-hommes-sri-lankais-sur-le-front>

Boniface, P. (2024). Ukraine: fin de la guerre en vue. Youtube. [Vidéo]. Pascal Boniface. https://youtu.be/s9XLN0-c_bs?si=S4EMRF7z_bb1Lf6Q

Centre ukrainien de communication stratégique et de sécurité de l'information [SPRAVDI] (18 octobre 2024) *Des images récemment obtenues du terrain d'entraînement russe de Sergievsky montrent des troupes nord-coréennes équipées de matériel russe en prévision de leur déploiement en Ukraine*. [Vidéo]. X . <https://x.com/StratcomCentre/status/1847317531477844036>

L'Express, (2024). Le plan de Trump pour terminer la guerre en Ukraine. Youtube. [Vidéo]. L'Express. <https://youtu.be/YjUIOp9X6qs?si=oR99Mj1zrLh8u65B>

Lauvergnier, C. (2024), Les désillusions des combattants latino-américains, *France 24*, 26 novembre 2024. <https://www.youtube.com/watch?v=TPzwzEMH9WY>

Volodymyr Zelensky (5 novembre 2024). *Allocution quotidienne du 5 novembre 2024*. [Vidéo]. X. <https://x.com/ZelenskyyUa/status/1853516803701612677>



L'UKRAINE, GRENIER À BLÉ EN PÉRIL : ANALYSE DES RÉPERCUSSIONS DU CONFLIT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

RÉDIGÉ PAR CAMILLE BEETSCHEN



Image n°16 : Champ de blé sur fond de drapeau ukrainien.
© 24K-Production / Shutterstock

De tout temps, le blé a été une ressource indispensable composant l'alimentation de base pour bon nombre d'individus. Par exemple, durant les périodes de disette au Moyen Âge en Europe, les récoltes de blé jouaient un rôle crucial pour éviter la famine à grande échelle, illustrant l'importance historique de cette céréale. Lorsque les récoltes ne sont pas bonnes, la peur de manquer se propage rapidement.

Depuis plusieurs siècles, l'Ukraine est connue comme le « grenier à blé » de l'Europe, grâce à ses terres fécondes et ses vastes champs de céréales. Cependant, l'invasion russe de 2022 a radicalement bouleversé ce rôle crucial, soulignant la façon dont les crises géopolitiques peuvent exacerber les vulnérabilités des systèmes alimentaires à une échelle régionale et mondiale, tout en redéfinissant les rapports de force dans les marchés internationaux. Cet article explore les conséquences directes et indirectes de ce conflit sur les systèmes alimentaires globaux et met en lumière les enjeux stratégiques pour l'avenir.

L'UKRAINE : UN ACTEUR CLÉ DU COMMERCE MONDIAL DE CÉRÉALES

Avant le conflit, l'Ukraine occupait une place de choix dans le commerce mondial de céréales. Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), elle représentait près de 10 % des exportations mondiales de blé, 15 % de celles de maïs et plus de 40 % d'huile de tournesol. Les principales destinations de ces exportations incluent des pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie, régions souvent dépendantes des importations pour assurer leur sécurité alimentaire.

Cependant, l'invasion a perturbé de manière significative ces flux commerciaux. Les ports ukrainiens de la mer Noire, comme Odessa, pivot central pour l'exportation des céréales, ont été bloqués ou endommagés. Ces obstacles logistiques, combinés aux sanctions internationales et à l'insécurité croissante, ont réduit de manière drastique les exportations ukrainiennes.

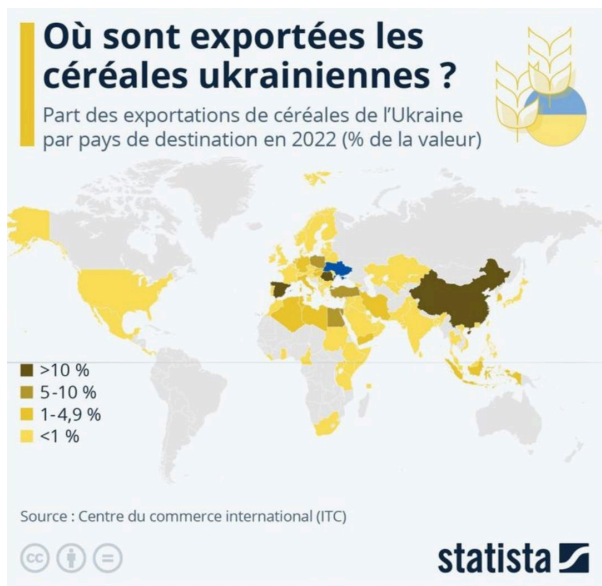


Figure n°2 : Carte montrant les exportations ukrainiennes de céréales en 2022 © Statista

L'Ukraine est un pays majeur pour la commercialisation du blé car elle a un impact économique et humanitaire mondial. Les conséquences de cette crise ne se sont pas faites attendre. En 2022, les prix mondiaux du blé ont augmenté de plus de 40 %, provoquant des tensions dans les pays dépendants des importations alimentaires. Selon la FAO, cette hausse a particulièrement affecté les nations à faible revenu déjà fragiles sur le plan de la sécurité alimentaire. Par exemple, en Égypte, premier importateur de blé ukrainien, les subventions alimentaires ont été lourdement affectées, exacerbant une crise sociale et économique déjà fragile. De même, les Nations unies ont signalé une aggravation de l'insécurité alimentaire dans plusieurs régions d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient.

En parallèle, la baisse de la production ukrainienne a entraîné un effet domino sur les marchés mondiaux. Les pays exportateurs comme la Russie, à la fois ennemi sur le plan militaire et concurrent de l'Ukraine sur le marché des céréales, ont profité de cette situation pour accroître leur influence en imposant des tarifs élevés ou des restrictions à l'exportation, contribuant à une flambée des prix.

UNE CRISE PROLONGÉE PAR L'INSTABILITÉ

Au-delà des perturbations logistiques et économiques, le conflit a également des conséquences directes sur la production agricole.

Selon les données publiées par le Ministère ukrainien de l'Agriculture, près de 30 % des terres arables du pays ne sont plus exploitables à cause des combats, de la présence de mines ou de l'occupation russe. Cette situation critique affecte particulièrement des régions comme le Donbass et le sud de l'Ukraine, où les terres agricoles étaient autrefois parmi les plus productives du pays. Cette réduction de la production nationale aggrave les perspectives à long terme pour l'économie agricole ukrainienne.

Par ailleurs, les incertitudes entourant la durée du conflit continuent de peser lourdement sur les prévisions. La suspension de l'accord sur les exportations de céréales de la mer Noire en juillet 2023, négociée par la Turquie et l'ONU, a illustré les difficultés à garantir un commerce stable dans un contexte de guerre prolongée.

LE RÔLE DES INITIATIVES INTERNATIONALES

Face à cette crise, des initiatives internationales ont émergé pour tenter d'atténuer l'impact sur la sécurité alimentaire mondiale. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a intensifié ses efforts pour fournir une assistance d'urgence à des millions de personnes touchées par la flambée des prix. En 2023, le PAM a distribué plus de 4 millions de tonnes de vivres dans des zones critiques comme l'Afrique subsaharienne et le Yémen, soulignant l'urgence de la situation.

De plus, des pays européens ont mis en place des corridors de solidarité pour faciliter le transport terrestre des céréales ukrainiennes vers des ports alternatifs, notamment en Pologne et en Roumanie. L'Union européenne a également investi dans des infrastructures ferroviaires pour réduire les goulets d'étranglement, permettant à près de 30 millions de tonnes de céréales de quitter l'Ukraine depuis le début du conflit.

Cependant, ces solutions restent insuffisantes face à l'ampleur des défis. Les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire, comme la Corne de l'Afrique, continuent de recevoir une aide limitée. Par ailleurs, la reconstruction agricole après le conflit nécessitera des efforts massifs de déminage et de restauration des terres arables.

Le soutien de programmes internationaux tels que l'UNESCO et la Banque mondiale pourrait être crucial pour ces efforts de reconstruction.

PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

La guerre en Ukraine a révélé la fragilité des systèmes alimentaires mondiaux face aux crises géopolitiques. Elle a également mis en lumière la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement et de renforcer les réserves stratégiques pour réduire la dépendance à l'égard de quelques grands exportateurs. Des initiatives comme l'augmentation de la production agricole en Afrique subsaharienne, soutenue par l'AFD, ou les projets de fermes verticales en Asie, pourraient constituer des modèles inspirants. Il serait utile d'examiner comment ces initiatives peuvent être adaptées et reproduites dans d'autres régions confrontées à des défis similaires, en tenant compte des contextes économiques et climatiques locaux.

Enfin, la reconstruction de l'agriculture ukrainienne après la guerre sera cruciale pour restaurer son rôle de grenier à blé. Cela nécessitera non seulement des investissements massifs, mais aussi une coordination internationale pour déminer les terres, reconstruire les infrastructures et assurer la relance des exportations. L'exemple de la reconstruction agricole en Irak après 2003 pourrait fournir des enseignements utiles pour relever ce défi.

CONCLUSION

La guerre en Ukraine a révélé à quel point les systèmes alimentaires mondiaux sont vulnérables face aux crises géopolitiques. L'Ukraine, traditionnellement reconnue comme un acteur majeur du commerce mondial des céréales, a vu sa capacité à alimenter le marché mondial fortement entravée. Les conséquences se font sentir de manière disproportionnée dans les régions dépendantes des importations, comme l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, accentuant les crises sociales et économiques.

Malgré des initiatives internationales visant à atténuer les répercussions, les solutions actuelles restent insuffisantes pour répondre à l'ampleur de la crise. Cette situation appelle à une coopération internationale renforcée pour stabiliser les marchés, renforcer la résilience des systèmes alimentaires, et soutenir la reconstruction de l'agriculture ukrainienne. Diversifier les sources d'approvisionnement, constituer des réserves stratégiques et investir dans l'agriculture durable deviennent des impératifs pour prévenir de futures crises alimentaires.

Au-delà des défis actuels, la guerre met également en lumière la nécessité d'une coordination internationale accrue face à des menaces qui ne se limitent pas aux frontières nationales. Pour garantir un avenir alimentaire stable, il sera crucial de tirer des leçons de cette crise et d'agir sur plusieurs fronts : humanitaire, économique et politique

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

Abis, S. (2023). « Géopolitique du blé », Armand Colin, 2023, p239.

Infographies et rapports officiels :

Conseil de l'Union Européenne. (2023). Ukrainian grain exports explained.
<https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/ukrainian-grain-exports-explained/>

FAO. (2023). The state of agricultural commodity markets: Agricultural markets and the war in Ukraine.
<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/0a06c281-49ef-44d9-b49e-54e3ae3901d8/content>

Articles de presse :

AFD. (2023). Afrique : la guerre en Ukraine décuple la crise alimentaire. <https://www.afd.fr/fr/actualites/afrique-la-guerre-en-ukraine-decuple-la-crise-alimentaire>

Fondation FARM. (2023). Guerre en Ukraine et céréales : bilan. <https://fondation-farm.org/guerre-ukraine-cereales-bilan/>

Futuribles. (2023). Impacts de la guerre en Ukraine sur les marchés agricoles. <https://www.futuribles.com/impacts-de-la-guerre-en-ukraine-sur-les-marches-ag/>

Institut Montaigne. (2023). Les conséquences de la guerre en Ukraine pour la sécurité alimentaire de la France et de l'Afrique. <https://www.institutmontaigne.org/expressions/les-consequences-de-la-guerre-en-ukraine-pour-la-securite-alimentaire-de-la-france-et-de-lafrique>

LE LANCE-MISSILES JAVELIN : OUTIL DE GUERRE PAR PROCURATION

RÉDIGÉ PAR BENJAMIN ILIOU



Image n°17 : Photo d'un fantassin ukrainien utilisant un lance-missiles Javelin.
© Forces armées ukrainiennes

L'image la plus marquante de l'invasion de l'Ukraine du 24 février 2022 fut sans aucun doute l'avancée des chars russes. Impressionnants par leur rapidité, leur nombre et leur puissance de feu, il était difficilement envisageable de voir l'armée ukrainienne les repousser. En effet, l'Ukraine dispose essentiellement d'un stock d'armes vieillissant datant de la période soviétique. En face, la Russie détient un armement bien plus moderne qu'elle a déjà pu expérimenter durant les différentes guerres de Tchétchénie et d'Ossétie. C'est alors que va entrer en jeu le soutien occidental et notamment de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Cela fait bientôt trois ans qu'on entend parler dans les médias occidentaux d'un approvisionnement de différentes armes en Ukraine. Chars allemands Léopard 2, canons CAESAR français, avions de combat F-16 américains, toutes ces armes permettent à l'Ukraine de résister face aux forces russes. Ces flux d'armes en tous genres sont intimement liés à des questions géopolitiques dans un contexte très tendu. Ces mécanismes peuvent passer par le biais d'accords ou des contrats avec des acteurs privés (notamment dans l'armement) et politique comme avec le Parlement européen.

Mais l'une des armes les plus symboliques de ce combat face aux Russes est sans aucun doute le lance-missiles Javelin.

PRÉSENTATION DU JAVELIN

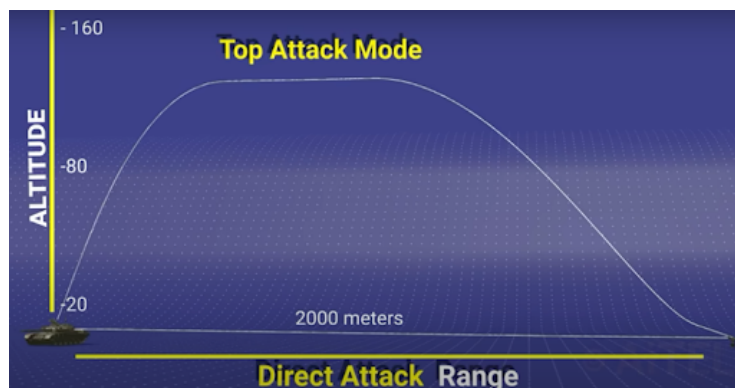


Figure n°3 : Schéma montrant le parcours du missile lancé par le Javelin. © AiTelly (YouTube)

Le FGM-148 Javelin est un lance-missiles portatif, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une arme qui peut être transportée par un seul soldat qui a pour but de détruire des véhicules terrestres. C'est une arme de conception américaine, plus précisément de l'entreprise d'armement *Lockheed Martin*, développée dans le début des années 90.

La particularité de cette arme réside dans le fait qu'elle peut tirer des munitions explosives qui grâce à un autoguidage infrarouge permet de retomber au-dessus de la cible. En effet, un char est pensé pour encaisser la grande majorité des coups de façon frontale, et dispose donc d'un fort blindage à l'avant. Or, le Javelin va pouvoir toucher une partie d'un char dont la conception n'est pas faite pour recevoir des impacts. De plus, le Javelin dispose d'une portée impressionnante pouvant atteindre 2 500 mètres. Il s'agit donc d'une arme particulièrement efficace contre le moindre véhicule, et qui peut être facilement déployée sur le champ de bataille.

SA COMMERCIALISATION

Ces nombreuses qualités ont poussé plus d'une vingtaine de pays (dont la France) à passer commande auprès du constructeur américain. Son prix reflète sa qualité : il faut dépenser près de 178 000 dollars (AFP, 2022) pour en obtenir un. La Chine développe actuellement son propre lance-missiles, le HJ-12, qui fonctionne comme le Javelin mais à moindre coûts. Quant à l'Ukraine, Washington a déjà envoyé plus de 5 000 lance-missiles de ce type depuis le début de la guerre (AFP, 2022).

EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

Rapidement, le Javelin va devenir l'arme de prédilection pour détruire les blindés russes. La perte de ces chars a eu rapidement un impact sur l'avancée russe, poussant l'armée de Vladimir Poutine à battre en retraite. Même si le Javelin n'est pas l'unique cause de ce repli russe, l'arme a rapidement gagné en popularité chez les Ukrainiens, civils comme militaires, jusqu'à devenir un symbole de résistance face à l'agresseur russe. À l'image du lance-missiles américain Stinger utilisé par les moudjahidines face à l'Armée rouge lors de la Première guerre d'Afghanistan en 1979, le Javelin symbolise parfaitement l'influence de l'armement américain dans les conflits contemporains. Plus qu'une simple arme, c'est un outil géopolitique aux conséquences directes, là où les armées des différents pays occidentaux ne peuvent pas se permettre d'intervenir. Ainsi, depuis le début de ce conflit, on assiste véritablement à une guerre par procuration entre l'OTAN et la Russie qui se fait par les flux d'armement. L'Organisation transatlantique essaie de forcer les négociations de paix en fournissant des armes à l'Ukraine.

Plus récemment par exemple, Joe Biden a autorisé Kiev à utiliser des missiles longue portée américains. Là encore, l'implication d'armes de plus en plus puissantes dans le conflit dépasse le simple cadre du champ de bataille, cela impacte directement les relations géopolitiques entre les différents acteurs de cette guerre.



Image n°18 : Image des forces armées ukrainiennes montrant un tank russe détruit par un missile Javelin. © Belarusian news

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage scientifique :

Manuel officiel de l'Armée américaine du Javelin

FM 3-22.37 Javelin Medium Antiarmor Weapon System 2003 : United States, Department Of The Army : Free Download, Borrow, and Streaming : Internet Archive. (2003, 1 janvier). Internet Archive.

<https://archive.org/details/fm-3-22.37-javelin-medium-antiarmor-weapon-system-2003/mode/2up?view=theater>

Articles de presse :

Afp. (2022, 16 mars). Le Javelin, arme antichar symbole de la résistance ukrainienne. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/Le-Javelin-arme-antichar-symbole-resistance-ukrainienne-2022-03-16-1301205219#:~:text=Fabriqu%C3%A9%20par%20les%20constructeurs%20am%C3%A9ricains%20Raytheon%20et%20Lockheed,Chaque%20missile%20de%20rechange%20co%C3%BBte%20environ%2078.000%20dollars>

Avec AFP, F. (2022, 23 avril). Guerre en Ukraine : on fait le point sur les livraisons d'armes et l'aide militaire récemment promises à Kiev. *Franceinfo*. https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-on-fait-le-point-sur-les-livraisons-d-armes-et-l-aide-militaire-recemment-promises-a-kiev_5097997.html

Franceinfo. (2022, 5 juin). Guerre en Ukraine : comment le « Javelin », ce lance-missile antichar américain, est devenu un symbole de la rés. *Franceinfo*. https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-comment-le-javelin-ce-lance-missile-antichar-americain-est-devenu-un-symbole-de-la-resistance_5179756.html

L, R. (2022, 18 mars). Que sont les Javelin et comment fonctionnent-ils, l & # 039 ; arme symbolique de la résistance en Ukraine. *NETCOST*. <https://www.netcost-security.fr/science/81573/que-sont-les-javelots-et-comment-fonctionnent-ils-larme-symbolique-de-la-resistance-en-ukraine/>



Image n°19 : Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu rencontre le président russe Vladimir Poutine lors de sa visite au musée du judaïsme et de la tolérance à Moscou, en Russie, le 29 janvier 2018. © Kobi Gideon/GPO

Du 15 juin au 17 juillet 1998 se tenait une conférence à Rome rassemblant les pays membres des Nations Unies afin de débattre de la nécessité d'une instance pénale internationale. Il s'agissait, lors de ce mois de discussion, de statuer sur la définition juridique des crimes commis lors de conflits internationaux. À la sortie de cette réunion, 4 types d'exactions ont été définis afin d'établir un champ d'action pour ce qui allait devenir la Cour Pénale Internationale : le crime de génocide, le crime contre l'humanité, le crime de guerre et le crime d'agression. Ainsi, depuis 2002, le tribunal de La Haye (ville dans laquelle se trouve le siège de la CPI) peut agir lorsque l'un de ces chefs d'accusation est brandi. Actuellement, 12 enquêtes sont menées pour établir le fondement des torts imputés à un membre de l'exécutif, notamment aux Philippines, où le gouvernement est accusé de crime contre l'humanité de meurtre dans le contexte de la campagne dite de « guerre contre la drogue ». Plus récemment, ce sont Vladimir Poutine et Benjamin Netanyahu qui sont visés par plusieurs chefs d'accusation respectivement en mars 2023 et en novembre 2024. Ces accusations se basent sur une enquête de terrain et résultent dans la formulation de deux mandats d'arrêt à leur encontre.

Si les ordres d'arrestations sont les principaux outils d'action de la CPI et imposent aux États membres de réagir en vertu de leur ratification au statut de Rome, l'actualité récente tend à remettre en cause l'efficacité de l'institution et nous invite à réfléchir quant aux réelles avancées qu'elle apporte.



Image n°20 : De gauche à droite : le maire de Rome Francesco Rutelli, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan et le ministre italien des Affaires étrangères Lamberto Dini signent le Statut de Rome lors de la conférence diplomatique de l'ONU, adopté le 17 juillet 1998. © UN Photo

UN TRAITÉ INTRINSÈQUEMENT LIMITÉ

Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale compte 124 États parties. Parmi eux, 33 appartiennent au groupe des États d'Afrique, 19 au groupe des États d'Asie et du Pacifique, 19 aux États d'Europe orientale, 28 aux États d'Amérique latine et des Caraïbes et 25 au groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

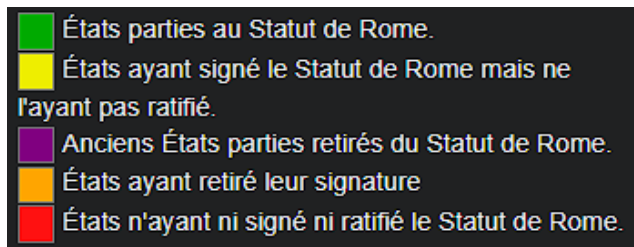
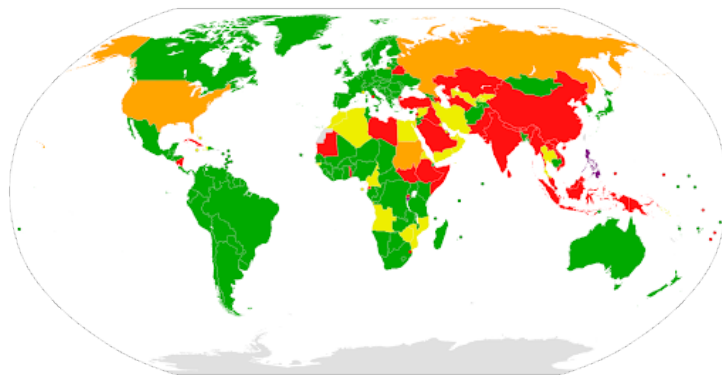


Figure n°4 : Carte des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale ©Wikipédia

Ces différents pays s'accordent sur le respect des principes énumérés par le traité et les 128 articles le composant. Dès lors, la portée de sa juridiction semble être incontestablement mondiale. Pourtant, la carte actuelle des pays (encore) signataires semble nuancer le propos tout en mettant en lumière la première limite de son fonctionnement : trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies n'ont pas ou plus soutenu l'initiative. Les États-Unis ont effectivement retiré leur signature en 2002, la Russie en 2016, tandis que la Chine, elle, a simplement décidé de ne pas suivre le mouvement en 2000. Washington, motivé par Colin Powell (65e secrétaire d'État des USA) et son farouche engagement militaire à l'internationale, retire la signature qu'il avait pourtant apposée sur le traité de Rome. Il affirme que le tribunal de la CPI pourrait être une menace pour la souveraineté de son pays, la qualité de punir constituant le cœur de la souveraineté étatique.

Le retrait de la Russie intervient quant à lui en réponse au jugement apporté par les tribunaux sur l'annexion de la Crimée. En effet, le rapport du Procureur sur les activités de 2016 constate qu'à compter du 26 février 2014, « la Fédération de Russie déploie ses forces armées pour prendre le contrôle de certaines parties du territoire ukrainien sans le consentement du Gouvernement de ce pays [...] la situation sur le territoire de la Crimée et de Sébastopol se rapporte, dans les faits, à un état d'occupation en cours ». La CPI a connu d'autres abandons dans l'exercice de sa juridiction. Les cas du Burundi et des Philippines, qui, sous le joug d'une enquête formelle, retirent respectivement leur signature en 2017 et en 2018, sont assez éloquentes en la matière.

Ainsi, la carte des pays membres s'amenuise face au retrait progressif des signataires qui viennent renforcer les rangs des États non-partis. Pourtant, sa vocation universelle avait comme objectif de briser les limites spatio-temporelles des TPI (Tribunaux Pénalis Internationaux) créés pour juger des crimes commis en ex-Yougoslavie (à compter de 1991) et au Rwanda (pendant l'année 1994). Force est de constater que l'initiative d'engager une coopération internationale sur la question pénale rencontre de lourds obstacles qui entravent fortement l'efficacité de son application. Difficultés d'autant plus prononcées que l'article 12 sur les conditions préalables à l'exercice de la compétence existe. En effet, selon ces quelques lignes, la Cour peut agir si et seulement si le crime en question est perpétré au sein d'un pays membre ou d'un pays reconnaissant la compétence de la CPI, et/ou par un ressortissant de cette même catégorie d'État. En d'autres termes, les pays ayant refusé de ratifier le statut, n'ont pas de compte à rendre à La Haye.

QUAND LES ÉTATS MEMBRES DÉFIENT DIRECTEMENT L'AUTORITÉ DE LA HAYE

Si la réticence des États n'ayant pas voulu s'accorder au Statut de Rome est un frein significatif (mais prévisible) à sa bonne application, celle des pays signataires l'est d'autant plus. Certains États, alors même que leur nom se trouve inscrit sur la liste des membres de la CPI, refusent d'exercer leur devoir.

La Russie avait effectivement fait valoir son droit de veto (épaulée par la Chine) en 2014, face à une résolution onusienne soutenant la saisie du procureur de La Haye sur la question syrienne. Moscou, qui soutenait encore le statut de Rome par sa signature, entreprend ce blocage au profit de son alliance politique avec la dynastie Assad.

Plus récemment, c'est au tour de la Mongolie de défier ouvertement la juridiction internationale. En effet, le 3 septembre 2024, Ukhnaa Khurelsukh (actuel président mongol), déroule le tapis rouge à l'atterrissage de Vladimir Poutine, alors sous mandat d'arrêt de la CPI. Cet accueil en grande pompe est contraire à l'attitude imposée par l'article 86 du statut romain. Celui-ci stipule que « conformément aux dispositions du présent Statut, les États Parties coopèrent pleinement avec la Cour dans les enquêtes et poursuites qu'elle mène pour les crimes relevant de sa compétence ». Encore une fois, des intérêts politico-économiques motivent un tel comportement. La Mongolie est un pays enclavé entre deux grandes puissances totalitaires et doit, par nécessité, composer avec elles. Si cette visite se faisait officiellement en l'honneur de la victoire de leurs deux armées coordonnées face à l'invasion japonaise en Mandchourie, les projets énergétiques *Power of Siberia* (1 et 2) sont des sujets qui furent abordés. Ces deux plans d'investissements prévoient, entre autres, le passage d'importants gazoducs sur le territoire mongol afin d'acheminer le gaz russe vers la Chine. Un manquement à son devoir largement réprimandé, notamment par le porte-parole ukrainien du ministère des affaires étrangères, Heorhii Tykhyi, qui déclare que la Mongolie a...



Image n°21 : Le président russe Vladimir Poutine, accompagné de Battsetseg Batmunkh, ministre des Affaires étrangères de Mongolie, passe devant les gardes d'honneur à son arrivée à l'aéroport d'Oulan-Bator, le 2 septembre 2024. © Natalia Gubernatorova, AFP

...« permis au criminel inculqué d'échapper à la justice, partageant ainsi la responsabilité de ses crimes de guerre » (AFP, 2024).

La CPI est à nouveau défiée le 27 novembre 2024, cette fois-ci par la France. En effet, un communiqué du quai d'Orsay annonce que le Premier ministre israélien, mandat d'arrêt sur les épaules, bénéficiera d'une immunité au sein du territoire français. Ce totem délivré par l'Élysée, est justifié par une contradiction juridique sur le statut des territoires concernés par le conflit. Pour rappel, les actions de la Cour sont limitées au territoire signataire, or, Israël n'a pas ratifié le statut de Rome. Ainsi, bien que l'État palestinien (signataire en 2015) ait statué sur l'application des compétences de la CPI au sein des territoires occupés (Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est), une lecture stricto sensu des textes juridiques permet à Emmanuel Macron de tenir une telle déclaration. Cependant, se limiter à la volonté d'une scrupuleuse application des lois, serait omettre l'aspect stratégique de cette prise de position française. L'Élysée semble être prêt à porter atteinte au droit international pour rester dans la boucle de résolution de la crise libanaise. En effet, les relations entre Emmanuel Macron et Benjamin Netanyahu s'étaient tendues à mesure que le conflit israélo-palestinien s'intensifiait. Le Premier ministre israélien aurait fait savoir qu'il comptait exclure la France du comité de surveillance du cessez-le-feu. Ainsi, bien que la volonté claire de résoudre le conflit confrontant Jérusalem à Beyrouth permette d'atténuer le regard que l'on peut porter sur les déclarations de Paris, ces derniers mois mettent la CPI et son objectif d'un droit international strict à rudes épreuves.



Image n°22 : Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président français Emmanuel Macron se serrent la main à la suite d'une conférence de presse conjointe, dans le cadre du conflit entre Israël et le Hamas, à Jérusalem, le 24 octobre 2023. © Christophe Ena/Pool via REUTERS

Cette institution inédite porte l'espoir d'une résolution multilatérale des conflits en s'accordant sur des règles communes quant aux pratiques de guerre. Rôle qu'elle a su endosser notamment en République démocratique du Congo lorsqu'elle condamne Thomas Lubanga en 2012 pour l'enrôlement d'enfants soldats, un jugement historique qui a symbolisé la lutte contre l'impunité et encouragé les efforts de justice transitionnelle dans le pays. De même, en Côte d'Ivoire, la CPI a ouvert des enquêtes sur les violences post-électorales de 2010-2011, illustrant sa volonté de demander des comptes aux auteurs présumés tout en répondant aux attentes des victimes. Cependant, son champ d'action se retrouve de plus en plus limité à mesure que les pays, membres ou non, remettent en cause sa légitimité. Certaines ONG comme Amnesty International militent pour un engagement plus concret de la communauté internationale sur les questions juridiques qui, en temps de conflit, permettent parfois de faire la différence lorsqu'elles sont vigoureusement appliquées.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et chapitres d'ouvrages :

Bourguiba Leïla, Modèles de saisine et limites. (2008)

Runavot, M.-C. (2016). Le retrait de la Fédération de Russie de sa signature du traité de Rome ou l'art de pervertir le droit des traités.

Traités et documents officiels :

Cour Pénale Internationale. (1998). *Statut de Rome de la Cour pénale internationale*. ICC. <https://www.icc-cpi.int/sites/default/files/NR/rdonlyres/ADD16852-AEE9-4757-ABE7-9CDC7CF02886/283948/RomeStatuteFra1.pdf>

Cour Pénale Internationale. (1998). *Statut de Rome*. Consulté sur : <https://asp.icc-cpi.int/fr/RomeStatute>

Articles académiques :

Ben Attar, O. (2007). La CPI et la crise du Darfour. *Civitas Europa*, (18), 77-93.

Articles de presse :

AFP. (2002, 6 mai). Les États-Unis se retirent de la CPI. *Le Nouvel Obs*.
<https://www.nouvelobs.com/monde/20020506.OBS5427/les-etats-unis-se-retirent-de-la-cpi.html>

BBC. (2017, 27 octobre). Le Burundi quitte la Cour pénale internationale. BBC Afrique.

<https://www.bbc.com/afrique/region-41775539>

Euronews. (2024, 2 septembre). Vladimir Poutine est arrivé en Mongolie malgré le mandat d'arrêt de la CPI à son encounter. Euronews. <https://fr.euronews.com/2024/09/02/vladimir-poutine-est-arrive-en-mongolie-malgre-le-mandat-darret-de-la-cpi-a-son-encounter>

FIDH. (2003) Cour pénale internationale : les États-Unis face au droit international. FIDH.

<https://www.fidh.org/fr/regions/ameriques/etats-unis-d-amerique/Cour-penale-internationale-les,145>

France Inter. (2024, 28 novembre). Géopolitique du jeudi 28 novembre 2024.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-jeudi-28-novembre-2024-7616880>

Jeune Afrique. (2017, 27 octobre). Le Burundi ne fait plus partie de la CPI. Jeune Afrique.

<https://www.jeuneafrique.com/487486/societe/le-burundi-ne-fait-plus-partie-de-la-cpi-mais/>

Le Club des Juristes. (2024, 2 septembre). Mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant : quelles conséquences juridiques ? Le Club des Juristes. <https://www.leclubdesjuristes.com/international/mandats-darret-contre-netanyahu-et-gallant-queelles-consequences-juridiques-7965/>

Le Monde. (2024, 3 septembre). Vladimir Poutine reçu en Mongolie malgré un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale. Le Monde. https://www.lemonde.fr/videos/video/2024/09/03/vladimir-poutine-recu-en-mongolie-malgre-un-mandat-d-arret-de-la-cour-penale-internationale_6302955_1669088.html

Libération. (2021, 18 octobre). Colin Powell, architecte de la guerre américaine en Irak, est mort. Libération.

https://www.liberation.fr/international/colin-powell-architecte-de-la-guerre-americaine-en-irak-est-mort-20211018_TZZ7Q3V755CDTGFLNUIXBU4SNI/&xor=CS7-51/

Sites web institutionnels :

Amnesty International. (2014, 22 mai). Vétos russes et chinois : appel pour une résolution en Syrie rejetée. *Amnesty International*. <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2014/05/un-russian-and-chinese-vetoes-syria-icc-resolution-callous/>

Amnesty International. (n.d.). Faire le nécessaire pour que la CPI relève le défi. *Amnesty International*.

<https://www.amnesty.fr/justice-internationale-et-impunite/actualites/faire-le-necessaire-pour-que-la-cpi-releve-le-defi>

Centre Régional d'Information des Nations Unies. (n.d.). Israël-Palestine : ce que fait la justice internationale.

UNRIC. <https://unric.org/fr/israel-palestine-ce-que-fait-la-justice-internationale/>

Nations Unies. (n.d.). Le rôle de la Cour pénale internationale pour mettre fin à l'impunité et instaurer l'État de droit.

Nations Unies. <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-role-de-la-cour-penale-internationale-pour-mettre-fin-limpunite-et-instaurer-letat-de-droit>

L'EUROPE FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'EXTRÊME DROITE

RÉDIGÉ PAR JASMINE DJENNANE

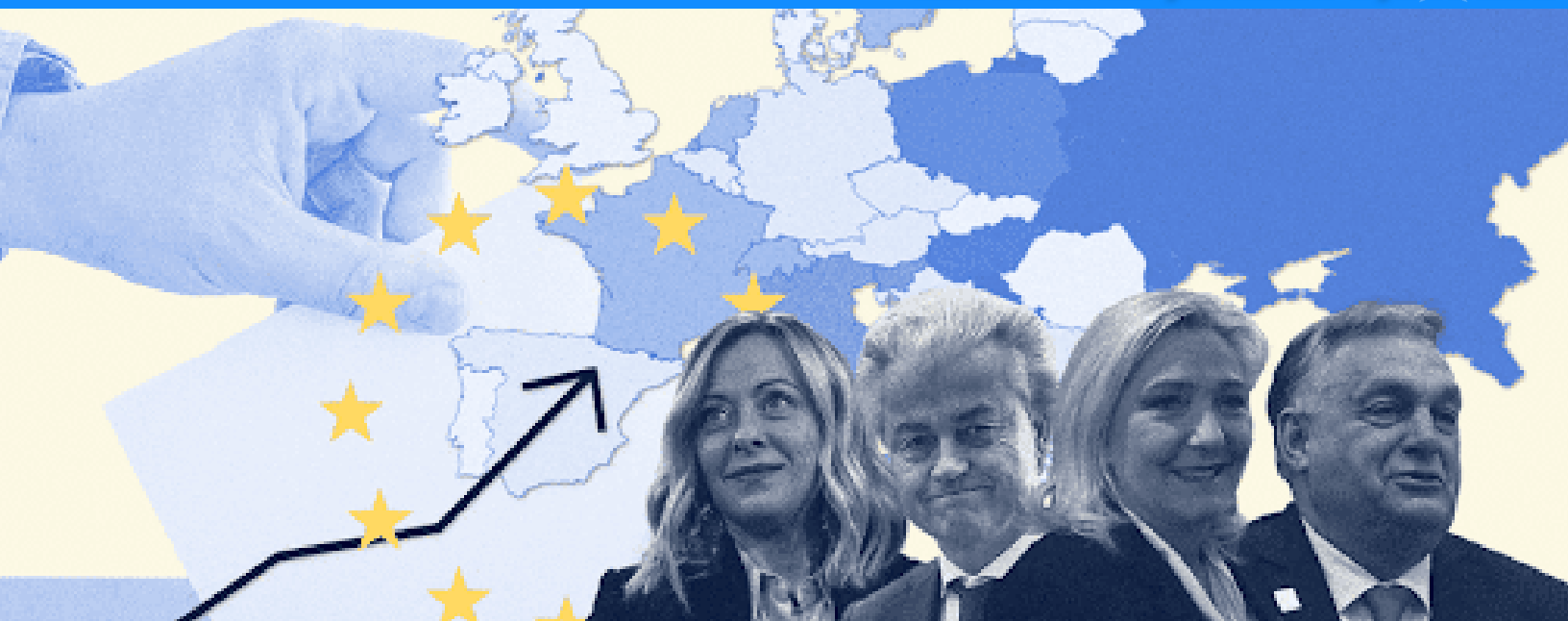


Image n°23 : Dans neuf pays sur les 27 qui composent l'Union européenne, l'extrême droite a franchi la barre des 20 % lors des dernières élections législatives. © GETTY IMAGES / PAULINE LE NOURS / FRANCEINFO

Depuis deux décennies, l'extrême droite s'affirme comme une force politique incontournable à travers l'Europe. De l'Italie à la Suède, les scores électoraux de partis nationalistes, populistes et eurosceptiques traduisent une transformation majeure des paysages électoraux nationaux. En Italie, Fratelli d'Italia (FdI), dirigé par Giorgia Meloni, a obtenu 26 % des voix en 2022, propulsant un parti post-fasciste à la tête du gouvernement. En Hongrie, Viktor Orbán et son parti Fidesz dominent le paysage politique depuis plus d'une décennie avec une mainmise parlementaire de 59 % des sièges. Les exemples se multiplient : aux Pays-Bas, le Partij voor de Vrijheid, de Geert Wilders s'impose avec 37 sièges en 2023 ; au Portugal, Chega devient le troisième parti national avec 18 % des voix en 2024. Cette dynamique ne se limite pas à quelques pays. En effet, en Pologne et en Suède, les mouvements d'extrême-droite gagnent du terrain, séduisant notamment les électeurs ruraux, ouvriers et parfois moins diplômés. Ces succès traduisent des préoccupations communes : immigration, identité nationale et souveraineté, dans un contexte de crises économiques, sociales et politiques où la défiance envers les institutions traditionnelles s'accroît.

Au niveau européen, la tendance est tout aussi marquante. Lors des élections de 2019, le groupe Identité et Démocratie, classé à l'extrême droite, a obtenu 73 sièges, soit 10 % du Parlement européen. Face à cette progression constante, analyser les causes, les dynamiques sociales et politiques, ainsi que les implications d'une telle montée en puissance devient essentiel pour comprendre l'Europe de demain.

UNE INFLUENCE EN HAUSSE EN FRANCE, MALGRÉ LES POLÉMIQUES

La France s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Le Rassemblement National (RN), emmené par Marine Le Pen et Jordan Bardella, a réalisé un score historique avec 23,2 % des voix au premier tour des présidentielles de 2022. Ce soutien est particulièrement marqué chez les milieux défavorisés (37 % des intentions de vote) et chez les ouvriers, dont près de la moitié affirme avoir voté pour un parti d'extrême droite lors des législatives de la même année.

À l'inverse, seuls 15 % des cadres et 8 % des électeurs aisés se tournent vers ces partis. Les élections européennes de juin 2024 confirment la tendance : les sondages placent la liste du RN menée par Jordan Bardella autour de 30 % des intentions de vote. Un marqueur important est leur influence grandissante au sein de l'hémicycle. Notamment lorsque l'ancien Premier ministre Michel Barnier a renoncé à augmenter les taxes sur l'électricité, à la suite des menaces du RN de voter la motion de censure de la gauche.

Parallèlement à ces succès électoraux, le RN est confronté à des défis judiciaires. L'affaire des assistants parlementaires européens, qui concerne des soupçons de détournement de fonds publics entre 2004 et 2016, a conduit à des réquisitions sévères à l'encontre de Marine Le Pen. Le parquet a requis cinq ans de prison, dont deux fermes aménageables, ainsi que cinq ans d'inéligibilité. Cela pourrait rebattre les cartes pour les prochaines élections présidentielles de 2026, où, pour l'instant, Marine Le Pen est placée en tête des sondages. Ces procédures judiciaires soulèvent des questions sur l'intégrité de certains membres du parti et pourraient influencer la perception publique du RN, malgré ses avancées électorales.

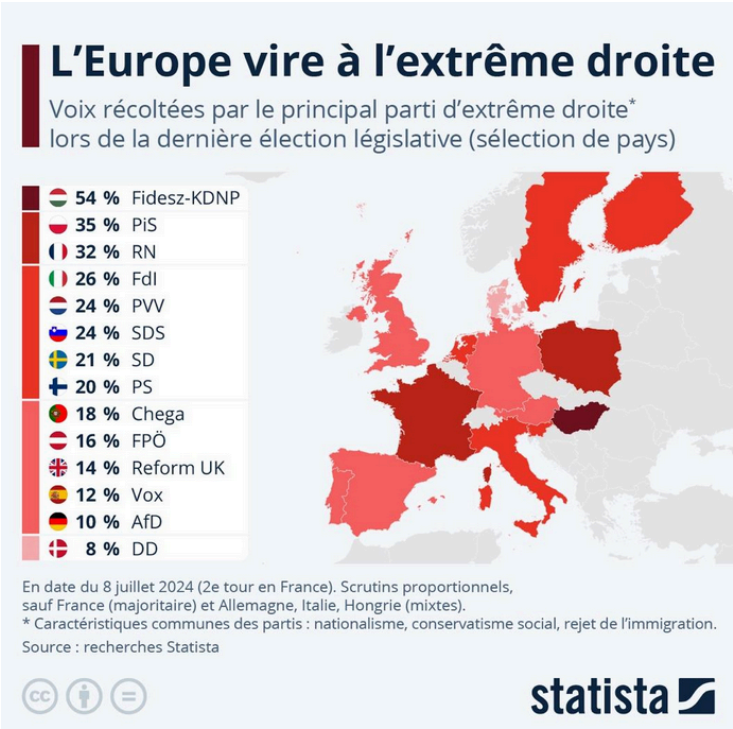


Figure n°5 : Carte de l'évolution du vote des principaux partis d'extrême-droite en Europe © SATISTA

En octobre 2024, une polémique a émergé concernant la promotion du livre de Jordan Bardella. Mediatransports, la régie publicitaire de la SNCF, a refusé de diffuser des affiches publicitaires pour cet ouvrage dans les gares, invoquant des raisons légales et réglementaires. Mais les éditions Fayard, éditrices du livre, ont dénoncé une forme de censure et ont engagé une action en justice contre eux. Jordan Bardella a également critiqué cette décision, la qualifiant de « dérive inquiétante ». Cela illustre les tensions persistantes autour de la visibilité médiatique du RN et les débats sur la liberté d'expression dans l'espace public.

UNE STRATÉGIE DE DÉDIABOLISATION

En 2011, Marine Le Pen a entrepris de rompre avec l'image controversée de son père, Jean-Marie Le Pen, en prenant la tête du Front National. Ce dernier avait marqué le parti par des déclarations provocantes et des polémiques, notamment autour de la Shoah. En alliant changements de discours, ruptures symboliques et réformes structurelles, le parti a peu à peu consolidé sa place dans le paysage politique français.

L'exclusion de Jean-Marie Le Pen du parti en 2015 constitue un tournant majeur dans cette stratégie de dédiabolisation. Marine Le Pen a publiquement pris ses distances avec lui, affirmant que ses propos étaient incompatibles avec la nouvelle ligne du parti. Ce choix a également envoyé un signal fort à l'électorat et aux médias : le RN voulait se positionner comme un parti républicain respectant les règles du débat démocratique. Cette volonté s'est traduite par une présence plus fréquente de Marine Le Pen sur les plateaux télévisés, où elle s'efforce de se présenter comme une dirigeante pragmatique et compétente. Puis, en 2018, le Front National devient le Rassemblement National. Cette logique de transformation identitaire a changé le terme « Front », qui était historiquement associé aux mouvements « d'extrême droite », en « rassemblement », qui marque cette volonté de fédérer le peuple, plutôt que de le diviser. Les résultats de cette stratégie sont mesurables, notamment avec les élections législatives de 2022, où le RN obtient 89 sièges, devenant le premier parti d'opposition. Cette progression s'est confirmée lors des européennes en juin 2024, où le parti est arrivé en tête avec 31,5 % des voix.

LES DISCOURS DE L'EXTRÊME DROITE POUR CONVAINCRE

Pourquoi vote-on pour l'extrême droite ? Les discours xénophobes et l'autoritarisme sont des caractéristiques récurrentes des partis d'extrême droite en Europe. Afin de mieux comprendre l'ampleur de ce phénomène, des chercheurs en science politique ont mis en place The PopuList, une base de données qui analyse la présence et l'influence de ces formations politiques dans 31 pays européens, dont les 27 membres de l'Union européenne. Selon cette étude, les partis d'extrême droite partagent une idéologie nativiste, c'est-à-dire une vision qui hiérarchise les individus selon leur appartenance supposée au groupe ethnoculturel dominant et leur ancienneté sur un territoire donné.

Dans cette perspective, les populations étrangères ou minoritaires sont perçues comme une menace pour l'homogénéité de la nation. À cette idéologie s'ajoute une tendance autoritaire, ces mouvements prônent une société où l'ordre est une valeur centrale et où les atteintes à l'autorité sont punies de manière stricte. Ainsi, l'extrême droite combine un discours nationaliste, hostile à l'immigration, avec une vision rigide et répressive de la société. Les prochaines années seront alors cruciales pour l'évolution politique de l'Europe de demain.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

Camus, J.-Y., & Lebourg, N. (2017). Les Droites extrêmes en Europe. Paris : Seuil.

Mudde, C. (2019). The Far Right Today. Cambridge : Polity Press.

Rydgren, J. (2018). The Radical Right: A Comparative Perspective. Oxford : Oxford University Press.

Taggart, P. (2000). Populism. Buckingham : Open University Press.

Wodak, R. (2015). The Politics of Fear: What Right-Wing Populist Discourses Mean. Londres : Sage Publications.

Articles scientifiques :

Martin, P. (2023). « L'extrême droite et la montée des discours identitaires en Europe ». Le Monde Diplomatique, avril 2023.

Rapports gouvernementaux et officiels :

Eurostat. (2023). « Tendances démographiques et perceptions de l'immigration en Europe ».

Sitographie :

France Info. (2023, 18 décembre). *Cartes : visualisez la progression des partis d'extrême droite en Europe lors des législatives depuis 2010*. Consulté à l'adresse : https://www.francetvinfo.fr/elections/europeennes/cartes-visualisez-la-progression-des-partis-d-extreme-droite-en-europe-lors-des-legislatives-depuis-2010_6290793.html

Le Monde. (2023, 26 novembre). *Dédiabolisation : dans le monde, une stratégie gagnante pour le Rassemblement National*. Consulté à l'adresse : https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2023/11/26/dediabolisation-dans-le-monde-une-strategie-gagnante-pour-le-rassemblement-national_6202443_4500055.html

Libération. (2024, 8 novembre). *Livre de Jordan Bardella : Fayard attaque la régie de la SNCF en justice*. Consulté à l'adresse : https://www.liberation.fr/societe/police-justice/livre-de-jordan-bardella-fayard-attaque-la-regie-de-la-scf-en-justice-20241108_PRURWL2FYJBI3JRQLPTMW5VRBA/

Statista. (2023). *La montée de l'extrême droite en Europe*. Consulté à l'adresse : <https://fr.statista.com/themes/10062/la-montee-de-l-extreme-droite-en-europe/>

The PopuList. (2023). *A database of populist, far-right, far-left, and Eurosceptic parties in Europe*. Consulté à l'adresse : <https://popu-list.org>

Remerciements

Le bureau rapproché de l'AMRI de l'année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Margaux Thébault et Lilou Roy, toutes deux coprésidentes, Guillaume Frageul, notre trésorier, ainsi que notre secrétaire Pauline Fontaine pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Léone Ayongo, Grégoire Marconnet, Ilona Vandaele, Mathilde Arrouart, Aboubacar Konate, Ulysse Cordier, Camille Beetschen, Benjamin Iliou, Matisse Dormoy et Jasmine Djennane pour leurs articles de qualité.

Nous tenons à remercier en particulier Lou Garcia et Alexandre Delattre à qui nous devons tout le travail de mise en page et d'édition.

Enfin, nous souhaitons remercier Juliette Schnoebelen et Manon Sobaga, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des publications de la revue sur les réseaux sociaux.

Notre petite structure a nécessité un engagement important et répété de la part de toute l'équipe, qui témoigne de son implication et de sa volonté de vous proposer, chers lecteurs et chères lectrices, une lecture agréable et de qualité.

Ainsi nous tenons à remercier tout le monde pour le travail effectué, et nous vous donnons rendez-vous dans un mois pour notre prochaine édition !

Rédacteurs en chef

MARIN GUILLON VERNE & ROBIN YAHY